

GARA DJEBILET-TINDOUF-BÉCHAR

Le président Tebboune inaugure la ligne ferroviaire minière

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a effectué hier une visite dans la wilaya de Béchar où il a présidé la cérémonie de lancement officiel de l'exploitation de la ligne ferroviaire minière Ouest Gara Djebilet-Tindouf-Béchar. P 3

- **Un corridor stratégique de plus de 950 km**
- **Les piliers d'une nouvelle dynamique économique nationale**



ELLE RESTE LE DEUXIÈME
EXPORTATEUR AFRICAIN DE GNL
EN 2025

**L'Algérie conserve
sa place stratégique
en Afrique**

L'année 2025 a été marquée par des recompositions notables sur le marché africain du gaz naturel liquéfié (GNL), dans un contexte international toujours dominé par les incertitudes énergétiques et les ajustements géopolitiques. L'Algérie a conservé sa position de deuxième exportateur africain de GNL, malgré un repli sensible de ses volumes exportés. Avec des exportations estimées à 9,54 millions de tonnes, le pays demeure un acteur central du paysage gazier continental, se maintenant juste derrière le Nigeria, leader incontesté pour la deuxième année consécutive. P 2

FEUILLE DE ROUTE DU SECTEUR
AGRICOLE

**Cap sur la productivité
et l'innovation**

Placée au cœur de la stratégie nationale de diversification économique, l'agriculture algérienne est appelée à jouer un rôle déterminant dans la réduction de la dépendance aux hydrocarbures et le renforcement de la sécurité alimentaire. À travers une nouvelle feuille de route, les pouvoirs publics affichent une ambition claire : faire de l'agriculture un secteur à forte valeur ajoutée, technologiquement modernisé, moins dépendant des importations et capable de nourrir durablement une population appelée à atteindre entre 60 et 70 millions d'habitants dans les décennies à venir. P 5

PRODUCTION
PHARMACEUTIQUE

**Vers une numérisation
globale du secteur en 2026**

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, a mis en avant, hier à Alger, la priorité accordée par son département ministériel à la réalisation d'une numérisation globale du secteur en 2026, notamment en matière de services administratifs, de dossiers d'enregistrement des produits pharmaceutiques et d'intégration du système de sérialisation des médicaments. P 5

BOURSE D'ALGER

**Dispense des frais
d'introduction en bourse
au profit des startups
pour 3 ans** P 5

PROGRAMME D'IMPORTATION
DE 10.000 BUS

**Réception d'une première
cargaison au port d'Alger** P 2

PÉTROLE

**L'Opep+ maintient sa
production inchangée** P 16

JUSTWELL
Une application innovante au service de la beauté et du bien-être en Algérie

Le secteur de la beauté et du bien-être en Algérie connaît une nouvelle dynamique avec le lancement officiel de Justwell, une startup technologique algérienne qui dévoile une application mobile innovante dédiée à la recherche et à la prise de rendez-vous dans les salons de beauté et de bien-être. Conçue pour répondre aux nouveaux usages digitaux, l'application Justwell permet aux utilisateurs de découvrir des établissements, réserver leurs prestations en ligne et optimiser leur temps grâce à un système intelligent de planification et de gestion de l'attente. Les clients peuvent ainsi mieux organiser leurs visites tout en réduisant les temps d'attente. Grâce à une interface intuitive et fluide, Justwell offre une visibilité en temps réel sur la disponibilité des services, facilitant la gestion des rendez-vous et améliorant l'expérience client. Une solution pensée pour simplifier le quotidien et s'adapter aux besoins d'un public de plus en plus connecté. Au-delà de l'expérience utilisateur, Justwell s'inscrit dans une démarche de modernisation du secteur en accompagnant les professionnels de la beauté et du bien-être dans la digitalisation de leur activité. L'application contribue à améliorer l'efficacité opérationnelle, optimiser l'organisation interne et valoriser le temps des équipes.

R. E.

ELLE RESTE LE DEUXIÈME EXPORTATEUR AFRICAIN DE GNL EN 2025

L'Algérie conserve sa place stratégique en Afrique

L'année 2025 a été marquée par des recompositions notables sur le marché africain du gaz naturel liquéfié (GNL), dans un contexte international toujours dominé par les incertitudes énergétiques et les ajustements géopolitiques. L'Algérie a conservé sa position de deuxième exportateur africain de GNL, malgré un repli sensible de ses volumes exportés. Avec des exportations estimées à 9,54 millions de tonnes, le pays demeure un acteur central du paysage gazier continental, se maintenant juste derrière le Nigeria, leader incontesté pour la deuxième année consécutive.

Par Selma R.

Ce maintien intervient dans un contexte de transition stratégique pour le secteur gazier national, confronté à des défis liés à la maturité de certains gisements, aux besoins d'investissement et à la modernisation des infrastructures de liquéfaction. Pour les observateurs, cette phase pourrait ouvrir la voie à une reconfiguration de la politique gazière, axée sur l'optimisation des capacités existantes, la valorisation de nouveaux projets et le renforcement de l'attractivité du cadre d'investissement. Selon le rapport sur les évolutions des marchés arabes et mondiaux du GNL publié par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », la dynamique observée dans plusieurs autres pays producteurs du continent est contrastée. L'augmentation des exportations en Angola, ainsi que l'entrée en production du projet offshore Grand Tortue Ahmeyim entre la Mauritanie et le Sénégal, ont contribué à compenser en partie la contraction algérienne. Dans ce nouveau paysage énergétique, l'Algérie continue de

jouer un rôle structurant, tant par ses capacités industrielles que par son ancrage historique sur les marchés européens et méditerranéens. L'année 2025 a également été marquée par le retour de l'Égypte sur le marché du GNL, malgré des contraintes persistantes sur sa production locale, ainsi que par l'émergence progressive de nouveaux acteurs. Ces évolutions témoignent d'une intensification de la concurrence entre pays africains, dans un marché mondial du GNL de plus en plus disputé. L'Algérie se positionne comme le deuxième exportateur africain de gaz naturel liquéfié en 2025, derrière le Nigeria. Malgré le recul enregistré, les volumes algériens demeurent nettement supérieurs à ceux de ses poursuivants directs, notamment l'Angola, le Mozambique et la Guinée équatoriale, confirmant le statut de l'Algérie comme pilier historique du GNL africain. Ce rang, maintenu dans un environnement de concurrence accrue et d'émergence de nouveaux producteurs, illustre la résilience du modèle gazier algérien et son poids structurant dans l'équilibre énergétique du continent.

Les relations énergétiques entre l'Algérie et la Turquie entrent également dans une nouvelle phase stratégique avec l'ouverture de négociations visant à finaliser une nouvelle transaction de GNL. Selon des informations exclusives obtenues par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », les discussions portent sur l'extension de l'accord de fourniture de gaz pour trois années supplémentaires à compter de 2028, avec des ajustements potentiels des prix pouvant atteindre 10 %, reflétant les fluctuations des marchés mondiaux et les coûts de production. Ces négociations traduisent la volonté des deux pays de stabiliser les approvisionnements et de sécuriser leurs parts de marché. La Turquie, qui cherche à diversifier ses sources d'importation, bénéficie de sa position géographique stratégique sur la Méditerranée et de ses infrastructures modernes pour la regazéification, offrant flexibilité et capacité de réexportation. Pour l'Algérie, le marché turc reste l'un des plus importants et stratégiques d'Europe pour le GNL, consolidant son rôle de fournisseur clé dans la région.

HABITAT

Adoption de la feuille de route sectorielle

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a présidé une réunion de coordination consacrée au débat et à l'adoption de la feuille de route sectorielle, conformément aux mécanismes définis par le secteur, indique un communiqué du ministère.

Lors de la rencontre tenue, samedi au siège du ministère, en présence des cadres centraux, le ministre a écouté les exposés exhaustifs présentés par les directeurs généraux sur l'état des programmes sectoriels et les défis sur le terrain. Dans ce contexte, un débat approfondi a été ouvert autour des exposés présentés. Saluant les ef-

forts consentis, M. Belaribi a donné une série d'orientations définissant les priorités à exécuter, notamment l'accélération du rythme de réalisation et le renforcement de la synergie entre planification et exécution, en insistant sur l'impératif de passer de la logique des mesures à celle des résultats. Lors de son intervention, le ministre a

souligné la nécessité d'orienter tous les efforts vers l'intérêt du citoyen et de ses préoccupations et à placer la réponse à ses attentes au cœur de l'action sectorielle, en tant que règle essentielle basée sur l'efficacité et la transparence, outre l'importance d'une coordination permanente entre les différents acteurs.

BOURSE D'ALGER

Dispense des frais d'introduction en bourse au profit des startups pour 3 ans

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB), la Société de Gestion de la Bourse des Valeurs (SGBV-SPA) et le Dépositaire central des titres (Algérie Clearing-SPA) ont annoncé, dimanche, dans un communiqué commun la mise en place d'un dispositif exceptionnel de dispense des frais d'introduction en bourse au profit des startups pour une durée de trois années, couvrant la période 2026-2028. Cette initiative s'inscrit dans une démarche visant à faciliter l'accès des startups au marché financier et à renforcer l'attractivité, en contribuant à la résolution de leurs besoins de fi-

nancement grâce à des conditions d'accès adaptées, notamment à travers le compartiment "Croissance", spécialement dédié à cette catégorie d'entreprises, selon la même source. A cet effet, la COSOB, la SGBV et Algérie Clearing ont décidé, et à titre incitatif, de dispenser des frais d'introduction en bourse les entreprises disposant du label "startup" et optant pour une levée de fonds via le compartiment "Croissance" du marché des titres de capital de la Bourse d'Alger. A cet effet, et à titre incitatif, la COSOB, la SGBV et Algérie Clearing ont décidé de mettre en œuvre un dispositif exceptionnel de dispense des frais d'introduction en bourse au profit des

entreprises, disposant de label startups, optant pour une levée de fonds via le compartiment "Croissance" du marché des titres de capital de la Bourse d'Alger, pour une durée de trois années. Cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre des orientations stratégiques des pouvoirs publics visant à promouvoir le développement des startups, de l'entrepreneuriat et de l'innovation, en tant que leviers essentiels de la diversification de l'économie nationale, s'applique à toute opération de levée de fonds dont le montant n'excède pas 500 millions de DA et réalisée à compter du 1 février 2026. Dans ce cadre, les startups bénéficie-

ront d'une dispense intégrale des frais d'obtention du visa sur les notices d'informations, perçus par la COSOB, sur l'ensemble des frais d'admission à la cote officielle, perçus par la SGBV et sur l'ensemble des frais d'administration, de conservation et de gestion des titres, perçus par Algérie Clearing. Par cette démarche, la COSOB, la SGBV et Algérie Clearing "réaffirment leur engagement à soutenir la croissance des startups algériennes et à encourager leur recours au financement par le marché financier dans le cadre d'un écosystème de financement intégré en faveur de ces entreprises", lit-on dans le communiqué.

Agence

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GARA DJEBILET–TINDOUF–BÉCHAR

Le président Tebboune inaugure la ligne ferroviaire minière

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a effectué hier une visite dans la wilaya de Béchar où il a présidé la cérémonie de lancement officiel de l’exploitation de la ligne ferroviaire minière Ouest Gara Djebilet–Tindouf–Béchar.

Par Zahir Radji

Accompagné du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général d'armée Saïd Chanegriha, il a été accueilli par les autorités civiles et militaires de cette wilaya. En effet, un accueil populaire chaleureux a été réservé, hier, au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, par les citoyens de Béchar. L'inauguration officielle de ce projet, considéré comme l'un des plus grands projets stratégiques de l'histoire de l'Algérie indépendante, marque une nouvelle étape dans les efforts de l'Algérie pour la diversification de son économie et la réduction de sa dépendance à la manne pé-

trolière. Gara Djebilet constitue un projet stratégique majeur et l'un des piliers de la politique d'industrialisation et de transformation économique. Cette ligne ferroviaire représente également une artère vitale reliant le Sud-Ouest aux pôles de production industrielle, en transformant une richesse minière restée gelée pendant plus de soixante-dix ans en une source effective de croissance, de création de richesse et d'emplois. Elle reflète, en outre, un choix stratégique de l'État fondé sur la valorisation des ressources naturelles dans une logique d'industrialisation, et non de simple extraction. Dans son plan d'action, le gouvernement table sur le secteur minier pour la diversification de l'économie nationale et la poursuite de la croissance

avec des taux avoisinant les 4 % pour les deux prochaines années, tout en visant l'augmentation de la contribution du secteur minier à 30 % du PIB d'ici 2030. L'entrée en exploitation industrielle du gisement de Gara Djebilet, l'une des plus grandes réserves au monde, classée au troisième rang mondial avec environ 3,5 milliards de tonnes de minerai de fer, permettra à l'Algérie d'augmenter crescendo la production de ce minerai pour atteindre une capacité de 50 millions de tonnes à l'horizon 2040, dont 25 millions de tonnes seront transformées en produits destinés à l'industrie du fer et de l'acier, répartis entre les complexes de Béchar et de Naâma. Lors de cette cérémonie, un exposé détaillé a été présenté par le ministre des

Travaux publics, consacré au tracé ferroviaire minier Gara Djebilet–Tindouf–Béchar, d'une longueur de 950 km et comprenant 1 431 ouvrages d'art, dont 45 ponts ferroviaires et 48 ponts routiers. Les résultats des études et des essais réalisés se sont révélés concluants, confirmant la fiabilité de cette infrastructure stratégique destinée à l'acheminement du minerai de fer de Gara Djebilet vers les nouveaux complexes de transformation et à l'approvisionnement durable de l'industrie sidérurgique nationale. Les chiffres clés relatifs à l'investissement, aux capacités de transport et aux retombées économiques ont été présentés au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et à l'assistance.

GARA DJEBILET ET LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE OUEST

Les piliers d’une nouvelle dynamique économique nationale

Par Selma R.

L'Algérie engage une transformation économique majeure à travers deux projets stratégiques d'envergure : le gisement de fer de Gara Djebilet et la ligne ferroviaire minière de près de 1 000 kilomètres reliant le sud-ouest du pays aux pôles industriels et portuaires. Ces infrastructures structurantes traduisent la volonté des pouvoirs publics d'inscrire durablement l'économie nationale dans une dynamique de diversification, d'industrialisation et de compétitivité. Intervenant sur « la Chaîne I » de la Radio nationale, l'expert économique Mahfoud Kaoubi a qualifié ces réalisations d'« accomplies-

ment historique », soulignant leur rôle central dans la nouvelle architecture de croissance économique du pays. « Le projet de Gara Djebilet et la ligne ferroviaire minière constituent une locomotive pour de nombreux secteurs et l'un des piliers fondamentaux de l'ingénierie de la croissance économique », a-t-il affirmé. Selon lui, ces projets n'auraient pas pu voir le jour dans les décennies passées en raison de lourdes contraintes techniques, économiques et géographiques. L'éloignement du gisement des ports et des zones de transformation constituait un obstacle majeur, aggravant les coûts logistiques. La réalisation de la ligne ferroviaire a permis de lever ces contraintes,

tout en apportant des solutions aux problématiques d'approvisionnement en eau et en énergie et en intégrant le projet dans le développement du pôle économique Béchar–Tindouf. Mahfoud Kaoubi estime que l'impact de ces projets dépasse largement le secteur minier. « Il ne peut y avoir de développement durable ni de compétitivité réelle sans un secteur industriel fort », a-t-il souligné, rappelant que l'industrie ne présente actuellement qu'environ 7 % du produit intérieur brut. L'objectif des pouvoirs publics est de porter cette part entre 15 et 19 %, notamment à travers le développement de filières de base comme la sidérurgie, les industries méca-

niques et l'industrie automobile. Dans ce contexte, la mise en exploitation de Gara Djebilet permettra de réduire la dépendance de l'Algérie aux importations de fer, qui dépassent actuellement 2 millions de tonnes par an. « Lorsque les besoins sont couverts localement, les coûts diminuent aussi bien en devises qu'en charges liées à l'importation », a expliqué l'expert, évoquant des retombées positives sur la balance commerciale et la compétitivité des entreprises nationales. Dans le prolongement de cette dynamique, ces projets positionnent l'Algérie comme un acteur économique régional et africain. Dotée de ressources énergétiques et mi-

nières importantes, d'une main-d'œuvre qualifiée et d'un vaste marché, l'Algérie ambitionne de devenir une plateforme industrielle tournée vers l'Afrique. Mahfoud Kaoubi estime ainsi que le pays figurera parmi les 20 principaux fournisseurs mondiaux de fer. Évoquant également le gisement de zinc et de plomb d'Oued Amizour, l'expert a rappelé que « l'objectif de l'Algérie n'est pas d'exporter des matières premières à l'état brut », mais de créer de la valeur ajoutée locale. Pour lui, ces projets constituent des succès nationaux majeurs, appelant à davantage de confiance et d'ambition pour bâtir une économie algérienne diversifiée et tournée vers l'avenir.

INAUGURATION DE LA LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE DE L'OUEST

Un corridor stratégique de plus de 950 km

Par Réda Hadi.

L'Algérie vient de franchir une étape majeure dans le développement de ses infrastructures de transport avec l'inauguration officielle de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest reliant Béchar, Béni Abbès, Tindouf et Gara Djebilet. Longue de plus de 950 kilomètres, cette nouvelle ligne constitue une première dans l'histoire du réseau ferroviaire national par son linéaire, ses caractéristiques techniques et son rôle stratégique dans la valorisation des ressources minières du sud-ouest du pays. M. Aibèche Sofiane, directeur du contrôle de gestion des participations à la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), a livré de nombreux détails sur ce projet d'envergure. Invité de la Radio algérienne, M Aibèche a donc présenté cette ligne ferroviaire comme un véritable levier économique, social et géostratégique. Selon le responsable de la SNTF, il s'agit de la première fois que l'Algérie met en service une ligne ferroviaire d'une telle longueur. « Le pays a certes inauguré ces dernières années plusieurs lignes de 150 à 200 km, mais une ligne de près de 956

km, construite dans un environnement désertique particulièrement contraignant, constitue une réalisation exceptionnelle », a-t-il souligné. Conçue pour supporter des charges à l'essieu de 32,5 tonnes, cette infrastructure est spécifiquement adaptée au transport de grandes quantités de marchandises, notamment le minerai de fer extrait de la région de Gara Djebilet. Elle est également destinée au transport de voyageurs, contribuant ainsi au désenclavement de vastes zones du sud-ouest, notamment les wilayas de Tindouf et Béni Abbès. Au-delà de la simple fonction de transport, dit-il, la ligne ferroviaire s'inscrit dans une vision plus large. « Nous ne parlons plus seulement d'une ligne, mais d'un véritable corridor économique, social et géostratégique », a expliqué M. Aibèche. À terme, ce corridor reliera Tindouf aux ports de la Méditerranée sur près de 2 000 km, favorisant l'émergence de pôles industriels, logistiques et commerciaux le long de son tracé. La ligne traverse plusieurs wilayas, dont Béchar, Naâma, Sidi Bel Abbès et Oran, et dessert huit gares ferroviaires, en plus de 28 postes de croisement et de garage.

Ces installations permettent une exploitation optimale malgré le choix d'une voie unique, une configuration largement maîtrisée par la SNTF, puisque 86 % du réseau national fonctionne selon ce schéma. L'exploitation de la ligne se fera par étapes. La première phase a été marquée par l'inauguration de la gare de Gara Djebilet et le lancement du premier train de marchandises chargé de minerai de fer. Dans le même temps, le premier train de voyageurs reliant Tindouf à Béchar a été mis en circulation, à l'occasion d'une cérémonie présidée par une délégation ministérielle. Pour l'année 2026, la SNTF prévoit le transport d'environ 500 000 tonnes de minerai de fer à l'aide de trains de 34 wagons, tractés par des locomotives de grande puissance. Deux trains de voyageurs circuleront quotidiennement, offrant une capacité d'environ 260 places en première et deuxième classes, avec des wagons-restaurants et des équipements modernes assurant confort et climatisation. Pour plus de précision, ce responsable explique qu'à partir de 2028, le projet entrera dans sa phase de croisière avec

la mise en service de trains lourds de 170 wagons, longs de plus de 2,2 kilomètres, capables de transporter jusqu'à 17 000 à 20 000 tonnes par convoi. La capacité annuelle devrait alors atteindre plusieurs dizaines de millions de tonnes. Pour accompagner cette montée en puissance, la SNTF a élaboré un vaste plan d'investissement estimé à 258 milliards de dinars. Celui-ci prévoit l'acquisition de 5 000 wagons, 60 locomotives de très grande puissance, 21 voitures voyageurs, ainsi que des locomotives de manœuvre. Sur le plan humain, 554 emplois directs ont déjà été créés pour la phase de démarrage, avec un important programme de formation théorique et pratique. À moyen et long terme, des centaines d'autres postes seront générés, notamment dans la conduite des trains et la maintenance de l'infrastructure et du matériel roulant. En matière de fret, les études montrent que la ligne peut faire circuler jusqu'à 20 trains par jour dans les deux sens, avec une capacité maximale estimée à 49 millions de tonnes par an, confirmant le rôle central du rail dans le transport massif et économique des marchandises.

COOPÉRATION

Mouloudji reçoit le président du CESCE de la République du Tchad

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, a reçu samedi soir à Alger le président du Conseil économique, social, culturel et environnemental (CESCE) de la République du Tchad, Ahmat Mbodou Mahamat, et la délégation l'accompagnant, dans le cadre du renforcement des relations bilatérales et de l'exploration de nouvelles perspectives de coopération, a indiqué un communiqué du ministère. A l'ouverture de la rencontre, Mme Mouloudji a affirmé, "l'engagement ferme de l'Algérie, sous la conduite des plus hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à consacrer le caractère social de l'Etat, en tant que l'un des principes fondamentaux des politiques publiques", précise la même source. A cette occasion, la ministre a passé en revue "l'expérience algérienne en matière de protection sociale", mettant en avant les "différents mécanismes et dispositions mis en place, par le secteur, en faveur des catégories prises en charge, à travers l'adoption d'approches modernes fondées sur le renforcement de la numérisation, le développement du système de protection sociale, l'amélioration des programmes de soutien et d'accompagnement ciblés, ainsi que des initiatives génératrices de revenus pour les femmes, les personnes à besoins spécifiques et les personnes âgées, tout en saluant le rôle essentiel de la société civile en tant que partenaire essentiel dans la concrétisation des politiques publiques à caractère social, a ajouté le communiqué. De son côté, M. Ahmat Mbodou a salué "l'expérience algérienne en matière de solidarité nationale", soulignant l'importance de renforcer la coordination et l'échange d'expertises entre les deux parties au service des objectifs communs de développement".

APS

RAMADAN 2026

EMS Champion Post Algérie lance l’offre promotionnelle “Rihet L’Bled”

EMS Champion Post Algérie a annoncé, samedi dans un communiqué, le lancement d'une offre promotionnelle intitulée "Rihet L'Bled", spécialement dédiée au mois de Ramadan 2026, afin de faciliter les envois de colis internationaux pour ses clients. Cette initiative, devenue une tradition pour l'entreprise, vise à accompagner les citoyens durant cette période de partage en leur permettant d'envoyer des produits du terroir à leurs proches à l'étranger à des tarifs préférentiels. L'offre promotionnelle consiste en la gratuité de 2 kg pour tout envoi international dont le poids se situe entre 4 kg et 10 kg, précise le communiqué. La promotion cible particulièrement les produits alimentaires et artisanaux

algériens, tels que les gâteaux traditionnels, le frik, les dattes, les épices et autres saveurs locales emblématiques du mois sacré. Toutefois, l'entreprise souligne que les liquides et les sauces sont exclus de cette offre, conformément aux réglementations de sécurité du transport aérien. Les expéditions couvrent 176 pays avec des délais de livraison performants allant de 48h à 72h pour les pays arabes et l'Europe, et de 72h à 96h pour le reste du monde (Amérique du Nord, Asie et Afrique). Le service EMS express est disponible à travers un vaste réseau couvrant toutes les wilayas du pays, incluant 92 agences spécialisées et 300 guichets d'Algérie Poste, conclut la même source.

APS

TEXTILE ET HABILLEMENT

Les réformes appliquées ont permis d’attirer de nombreuses marques mondiales pour investir en Algérie

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a affirmé l'importance de l'entrée récente en Algérie de marques mondiales pour investir dans le domaine du textile et de l'habillement, estimant que c'est le fruit des réformes engagées par les autorités publiques depuis des années. "Notre pays commence à cueillir les fruits des réformes engagées par le Gouvernement, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, depuis 2020, et ce, après avoir attiré des dizaines de marques mondiales de vêtements pour investir localement", a déclaré M. Rezig à la presse, vendredi après-midi, à l'ouverture du Salon des marques internationales spécialisées dans le textile et l'habillement en Algérie (International

Brands Exhibition Made in DZ). Il a ajouté qu'un nombre important de produits de marques mondiales fabriqués localement ont été réalisés avec des matières premières, des mains et des idées algériennes et sont en partie destinés à l'exportation vers des marchés européens et américains, soulignant que les résultats enregistrés "sont la plus grande preuve que l'industrie algérienne a franchi des étapes importantes, notamment dans le domaine du textile et connu un développement considérable, grâce à la conjugaison des efforts des différents secteurs". Il a souligné que ces résultats permettront d'attirer d'autres marques et de nouveaux fabricants à l'avenir, notamment avec la garantie des conditions propices et d'un climat d'investissement attractif en Algérie. S'ins-

crivant dans le cadre de la politique de l'Etat visant à localiser les marques commerciales internationales dans le pays au lieu de les importer, cette manifestation de deux jours, a été marquée par la présentation de différents articles de vêtements destinés à toutes les catégories d'âge, fabriqués localement selon les normes internationales, et qui sont de haute qualité et à des prix concurrentiels. L'organisation de ce Salon intervient aussi en application de la stratégie nationale visant à localiser les marques commerciales mondiales et à renforcer les capacités de production nationales, ce qui permet de commercialiser ces produits sur le marché national et de promouvoir les exportations vers les marchés étrangers, notamment africains.

Agence

DOUANES

Exécution d’opérations qualitatives durant l’année 2025

Les services des Douanes ont mené des opérations qualitatives durant l'année écoulée 2025, et ce, dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue et de substances psychotropes, avec la saisie de 9,87 tonnes de kif traité, 728,3 kg de cocaïne et plus de 16,5 millions d'unités de comprimés psychotropes, à travers l'ensemble du territoire national, a affirmé samedi à Alger le Directeur général (DG) des Douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhouché. S'exprimant lors de la cérémonie de célébration de la Journée mondiale des Douanes, qui s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali et des membres du Gouvernement, de représentants d'organisations patronales et de cadres du corps des Douanes, le Général-major Bakhouché a rappelé que ses services ont poursuivi, au cours de l'année passée, leurs efforts de lutte contre la contrebande et le crime transfrontalier. Le nombre total d'affaires ayant abouti à des saisies et découlant des crimes commis durant l'année écoulée s'est élevé à 1.094 affaires, tandis que les affaires liées au change ont dépassé les 4.000 dossiers, pour une valeur globale excédant 119 milliards de dinars, a-t-il indiqué. Il a en outre souligné que les Douanes algériennes ont fait de la vigilance et de l'engagement un principe directeur de son travail au quotidien,

aussi bien pour la sécurisation des frontières que pour la facilitation des échanges et la protection du citoyen contre toute atteinte à sa sécurité sociale et économique. Il a précisé que cette vigilance ne saurait être atteinte sans une numérisation intelligente, ni se traduire par des résultats concrets sans des systèmes d'information intégrés. Dans ce contexte, le Général-major Bakhouché a mis en avant la transformation numérique au sein du corps, reflétant l'engagement à améliorer la performance et à renforcer la transparence, saluant l'évolution qu'a connue le système informatique "ALCES", notamment à travers

de nouveaux services numériques destinés aux voyageurs et aux opérateurs, tels que la numérisation des titres de passage et des déclarations de devises, avec l'enregistrement de 4.708 comptes externes et 7.771 comptes internes actifs. Par ailleurs, le même responsable a rappelé les facilités douanières accordées par ses services pour soutenir les grands projets exécutés par l'Etat, notamment en matière d'infrastructures, à travers "la simplification des procédures d'importation des équipements et l'octroi d'avantages douaniers afin d'encourager l'investissement et de soutenir le développement national".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 29 جانفي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 29 Janvier 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	67	75	59	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	91	108	74	الطماطم	
	Oignon sec	71	80	63	البصل الجاف	
	Ail sec	796	874	717	الثوم الجاف	
	Carotte	95	107	84	الجزر	
	Navet	103	115	91	اللفت	
	Choux fleur	80	91	69	قرنبيط	
	Choux	85	96	75	الكرنب	
	Courgette	126	141	111	الكوسة	
	Haricot vert	340	368	312	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	148	163	134	الخس		
Fruits frais	Clémentine	182	220	145	كليمنتين	فواكه طازجة
	Mandarine	177	210	144	المندرين	
	Orange	145	184	106	البرتقال	
	Citron	148	174	123	الليمون	
	Pomme locale	395	479	311	التفاح المحلي	
	Datte	518	656	380	التمر	
	Banane	483	503	462	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1926	2063	1788	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	336	349	324	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	22	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	88	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	2,02	-16,06	6,09	10,14	20232	6 980 040,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,22	-0,79	9,00	5,56	2800	3 920 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,03	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 295,00	2295,00	0,00	-0,10	1,23	10,95	5,45	2155	4 945 725,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,62	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,12	3,97	5,00	0	0,00

FEUILLE DE ROUTE DU SECTEUR AGRICOLE

Cap sur la productivité et l’innovation

Placée au cœur de la stratégie nationale de diversification économique, l’agriculture algérienne est appelée à jouer un rôle déterminant dans la réduction de la dépendance aux hydrocarbures et le renforcement de la sécurité alimentaire. À travers une nouvelle feuille de route, les pouvoirs publics affichent une ambition claire : faire de l’agriculture un secteur à forte valeur ajoutée, technologiquement modernisé, moins dépendant des importations et capable de nourrir durablement une population appelée à atteindre entre 60 et 70 millions d’habitants dans les décennies à venir.

Par Selma Rachid.

Auditionné au Conseil de la Nation par la Commission de l’agriculture et du développement rural, le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a présenté un état des lieux détaillé du secteur tout en exposant les principaux axes de cette feuille de route, centrée sur la productivité, la maîtrise des intrants, la modernisation technique et la protection du foncier. Le ministre a rappelé le poids déjà significatif de l’agriculture dans l’économie nationale. Le secteur emploie plus de deux millions de travailleurs, couvre plus de 8,5 millions d’hectares et contribue à près de 15 % du produit intérieur brut, se positionnant comme le deuxième contributeur après les hydrocarbures. « L’agriculture est devenue un levier stratégique dans le processus de réalisation de la souveraineté économique », a-t-il affirmé, en soulignant la volonté d’atteindre le maximum d’autonomie à partir des ressources nationales pour couvrir les besoins alimentaires ». Malgré cette progression, plusieurs fragilités structurelles persistent. La question des céréales demeure centrale. Le rendement moyen national reste autour de 15 quintaux à l’hectare, un niveau jugé insuffisant. « La productivité à l’hectare n’a pratiquement pas évolué depuis l’indépendance », a reconnu le ministre, pointant un recours insuffisant à la recherche appliquée, aux semences adaptées et aux itinéraires techniques performants. Même dans les périmètres irrigués du Sud, des rendements inférieurs à 50 quintaux à l’hectare sont considérés comme non rentables. La mécanisation constitue un autre maillon faible. Selon les estimations citées lors de l’exposé, le déficit en équipements et en organisation des récoltes entraîne des pertes importantes. « Le manque de mécanisation provoque à lui seul

des pertes estimées à 20 % de la production céréalière chaque année », a indiqué Yacine El Mahdi Oualid, en annonçant le développement de coopératives de mécanisation destinées à mutualiser les moyens et à réduire les retards de récolte. La dépendance aux semences importées, notamment dans le maraîchage, représente également un enjeu stratégique et économique. Le ministre a souligné que le coût des semences peut représenter entre 30 et 60 % des charges de production de certaines cultures. Des programmes de production locale de semences et de semences hybrides ont été lancés avec des universités et des centres de biotechnologie, avec pour objectif d’atteindre l’autosuffisance et de réduire les coûts pour les producteurs.

« La sous-mécanisation est responsable d’une baisse significative de la production céréalière »

Dans les filières animales, le diagnostic est contrasté. La production de viandes blanches couvre globalement les besoins du marché, mais demeure dépendante de l’importation de reproducteurs. Le ministre a annoncé la création d’unités locales de production de souches, en partenariat avec des acteurs étrangers, ainsi que le lancement d’un programme national de développement génétique. « Tous les pays qui disposent aujourd’hui de lignées performantes ont commencé il y a 15 à 30 ans. Nous devons commencer maintenant », a-t-il insisté. L’alimentation animale fait également l’objet d’un plan spécifique, fondé sur la constitution de stocks stratégiques de maïs, le développement de la production dans le Sud et l’introduction de cultures alternatives comme le sorgho. L’objectif est de stabiliser l’offre, de réduire la facture d’importation et d’abaisser les coûts d’élevage. Le secteur laitier connaît, selon le ministre, une dynamique positive dans plusieurs

wilayas, dont Ghardaïa, Tizi Ouzou et Souk Ahras, avec une montée en puissance des technologies d’élevage. Un programme de transfert embryonnaire sera lancé pour la première fois afin d’améliorer la qualité génétique et la productivité des troupeaux.

Un système d’identification électronique du cheptel est en cours de déploiement

La modernisation passe aussi par la numérisation. Un système d’identification électronique du cheptel est en cours de déploiement, accompagné d’une plateforme nationale de suivi. « Toutes les grandes agricultures utilisent aujourd’hui l’identification électronique. L’Algérie accuse un retard important dans ce domaine », a noté le ministre. Plus largement, un système d’information agricole unifié intégrant le foncier, la production, l’irrigation et la mécanisation est en préparation. Sur le plan foncier, l’accent est mis sur la protection et l’usage rationnel des terres. Avec environ 8,5 à 9 millions d’hectares exploités, l’Algérie reste en deçà de son potentiel, comparativement à des pays comme l’Espagne, qui dispose de 24 millions d’hectares agricoles pour une superficie totale pourtant inférieure. Un nouveau cadre juridique unifié pour le foncier agricole est en cours d’élaboration, tandis que les autorités réaffirment l’interdiction de détourner les terres agricoles au profit de projets non agricoles. Enfin, la gestion des risques climatiques et le financement figurent parmi les priorités. Le ministre a plaidé pour une diffusion plus large de l’assurance agricole face aux aléas météorologiques et annoncé de nouvelles offres adaptées. Des dispositifs de microcrédit et un futur fonds d’investissement agricole viendront compléter les mécanismes bancaires existants afin d’élargir l’accès au financement.

S. R.

PROGRAMME D'IMPORTATION DE 10.000 BUS
Réception d’une première cargaison au port d’Alger

Par R E/APS.

L’Etablissement de développement de l’industrie de véhicules (EDIV), relevant de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale, a réceptionné, hier au niveau du port d’Alger, une première cargaison de 335 bus, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant l’importation de 10.000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs. Supervisant la réception de cette cargaison, le Général Mahfoud Hamel, Directeur général de l’EDIV, a précisé, dans une déclaration à la presse, que "dans le cadre de la mise en œuvre du programme de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, relatif à l’importation de 10.000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs, et sous la supervision de Monsieur le Général d’Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d’Etat-major de l’Armée nationale populaire (ANP), la Direction des fabrications militaires, représentée par l’EDIV, a entamé la réception d’une première cargaison de 335 bus de différentes catégories sur un total de 6.800 bus qui seront réceptionnés auprès de partenaires étrangers de la République populaire de Chine et de la République fédérale d’Allemagne". Le même responsable a souligné que "les opérations de réception de la quantité restante devraient se poursuivre au cours des prochains jours".

PRODUCTION PHARMACEUTIQUE

Vers une numérisation globale du secteur en 2026

Par R E/APS.

Le ministre de l’Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, a mis en avant, hier à Alger, la priorité accordée par son département ministériel à la réalisation d’une numérisation globale du secteur en 2026, notamment en matière de services administratifs, de dossiers d’enregistrement des produits pharmaceutiques et d’intégration du système de sérialisation des médicaments. Lors d’une audition devant la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l’Assemblée populaire nationale (APN), en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, M. Kouidri a indiqué que le secteur de l’Industrie pharmaceutique mettra en place un système numérique dédié au dépôt des dossiers des programmes d’importation et

des demandes d’agrément à distance, afin de « garantir la transparence et la célérité dans le traitement ». Le ministère compte, en outre, numériser intégralement l’enregistrement des produits pharmaceutiques au niveau de l’Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et intégrer le système de sérialisation dans le cahier des charges afin d’assurer la traçabilité des médicaments et de protéger ainsi les consommateurs contre les produits contrefaits. Mettant en avant les étapes franchies par l’Algérie en matière de renforcement de la production pharmaceutique locale, le ministre a rappelé que l’Organisation mondiale de la santé (OMS) a salué les résultats qualitatifs réalisés par l’Algérie dans ce domaine vital, la considérant comme « un pôle régional qualifié pour l’approvisionnement du continent africain en médicaments et dispositifs médicaux répondant aux

normes internationales de qualité et de sécurité ». Il a souligné, dans le même ce contexte, que la Foire commerciale intra-africaine (IATF), organisée en septembre dernier en Algérie, a « constitué une plateforme stratégique pour faire connaître le produit pharmaceutique algérien, montrer sa compétitivité et explorer les opportunités de partenariat industriel et commercial avec les opérateurs africains ». A cet égard, M. Kouidri, a fait savoir que le ministère a mis en place un plan « opérationnel » pour encourager l’exportation des produits pharmaceutiques, à travers l’accompagnement des unités industrielles pour l’obtention de la certification internationale, en droite ligne avec la stratégie de l’Etat visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures et à ériger l’Algérie en pôle industriel continental. Rappelant que le taux de couver-

ture du marché national par la production locale de médicaments a atteint près de 83% jusqu’à décembre 2025, le premier responsable du secteur a précisé que cette dynamique s’est traduite par une baisse de la facture d’importation, de 1,25 milliard de dollars en 2022 à 718 millions de dollars en 2023, puis à 515 millions de dollars en 2024. Ce taux devrait reculer davantage en 2025, a-t-il ajouté. Quant aux exportations, le ministre a indiqué que leur valeur a doublé, passant de 6,12 millions de dollars en 2023 à 23,15 millions de dollars en 2024, soit un taux de croissance dépassant les 300%, soulignant que ce taux devrait doubler en 2025, ce qui reflète "l’amélioration de la compétitivité du produit national et la confiance régionale et internationale croissante dans l’industrie pharmaceutique algérienne".

ZONE INDUSTRIELLE DE SOUAMAA (TIZI-OUZOU)

Une nouvelle étude de viabilisation finalisée

Une nouvelle étude de viabilisation de la zone industrielle de Souamaa (Tizi-Ouzou) est fin prête et sera "très prochainement" aux autorités concernées pour l'octroi de l'enveloppe financière nécessaire à cette opération, at-on appris, samedi, auprès du directeur local de l'industrie et des mines (DIM), Madjid Banoun. Dans une déclaration à l'APS, M. Banoun a indiqué que cette nouvelle étude "a établi un fractionnement du plan de viabilisation de la zone en six parties avec un ordre de priorité pour les zones situées à proximité du chemin de wilaya (CW) 250, qui seront viabilisées en premier". La réalisation de cette nouvelle étude est motivée par "le souci des autorités locales de progresser, dans les meilleures conditions, à la viabilisation de cette zone qui constitue un projet de dynamiser le développement local", a souligné le même responsable. Une première étude de viabilisation de cette zone de 327 ha, qui comprend la réalisation des différents réseaux (électricité, gaz, eau et assainissement), ainsi que d'autres aménagements nécessaires (voirie et voies d'accès) a déjà été réalisé pour un montant de 8,3 milliards DA, at-il ajouté. Créée en 2012, la zone industrielle de Souamaa s'étale sur une superficie de 327 ha, répartie en 312 lots dont 11 sont réservés aux services et équipements. Pour rappel, la wilaya de Tizi-Ouzou compte 18 zones d'activité commerciale (ZAC) et une seule zone industrielle "Aissat Idir" à Oued-Aissi, en attendant la réalisation de celles de Draa El-Mizan et de Tizi-Ghennif. Agence

JIJEL

Hausse de 45 % de la production halieutique en 2025

La production halieutique dans la wilaya de Jijel a atteint au cours de l'année 2025 près de 6.885 tonnes de poissons soit une hausse de 45 % par rapport à l'année 2024, at-on informé samedi auprès du directeur de la pêche et de l'aquaculture. Dans une déclaration à l'APS, M. Omar Sayeh Djebor, a précisé que ce volume de production est le plus important depuis 2012 et s'explique par l'abondance des petits poissons de surface (sardine, larcha et saurel) au cours de l'été passé dont la production représente 56 % de la production annuelle totale. Au cours de l'année passée, 14 955 tonnes de poissons frais ont été en outre exportées vers l'Italie contre 2 454 tonnes en 2024, selon le même responsable. L'année passée a connu également la remise de 919 autorisations de pêche dont 235 de pêche professionnelle et 684 de pêche de loisir, a encore indiqué M. Djebor.

R.R

TINDOUF

Le projet de centrale solaire de Gara Djebilet avance à un rythme soutenu

Le projet de réalisation d'une centrale solaire dans la région stratégique de Gara Djebilet, située dans la wilaya de Tindouf, connaît une avancée notable et une cadence de réalisation accélérée. Cette infrastructure énergétique d'envergure s'inscrit pleinement dans la politique nationale de transition vers les énergies renouvelables et de promotion du développement durable, en particulier dans les régions du Sud du pays à fort potentiel solaire.

Synthèse rédaction régionale

Selon le directeur de wilaya de l'Énergie, M. Mustapha Benabdelkader, ce projet revêt une importance capitale tant sur le plan énergétique qu'économique. D'une capacité de production estimée à 200 mégawatts, la centrale solaire permettra de renforcer de manière significative les capacités d'approvisionnement en électricité des installations économiques existantes et futures, au premier rang desquelles figure le complexe minier stratégique de Gara Djebilet, considéré comme l'un des plus grands projets structurants du pays. M. Benabdelkader a précisé que la première phase de l'alimentation électrique du projet sera assurée grâce à deux lignes de moyenne tension de 30 kilovolts, raccordées à une station électrique existante. Cette solution transitoire permettra de garantir le démarrage et le fonctionnement initial des installations, dans l'attente de l'achèvement d'un projet structurant plus large, incluant la réalisation de lignes à haute tension d'une capacité comprise entre 120 et 130 kilovolts, destinées à sécuriser durablement l'approvisionnement énergétique de la région. Implantée à un carrefour stratégique, à l'entrée de la base industrielle de Gara Djebilet et à proximité de la route nationale, la centrale solaire bénéficie d'un emplacement optimal facilitant son raccordement aux différentes infrastructures industrielles. Le projet prévoit également la construc-

tion d'une grande station de distribution électrique, appelée à jouer un rôle central dans l'alimentation des unités industrielles qui seront progressivement mises en place dans cette zone à forte vocation économique. Le directeur de l'Énergie a souligné que cette centrale constituera un pilier essentiel pour satisfaire les besoins énergétiques des futures usines de traitement du minerai de fer, garantissant ainsi leur autonomie énergétique et la continuité de leurs activités. Cette indépendance énergétique est considérée comme un facteur clé de compétitivité et de viabilité économique à moyen et long termes, notamment dans un contexte marqué par la volatilité des coûts des énergies conventionnelles. Au-delà de son rôle industriel, la centrale solaire contribuera également à renforcer l'alimentation électrique de la ville de Tindouf. La wilaya connaît en effet une expansion urbaine soutenue, accompagnée d'une augmentation notable de la demande en énergie, particulièrement durant la période estivale marquée par des pics de consommation. L'infrastructure permettra ainsi de couvrir les besoins croissants des ménages, des équipements publics, du poste-frontière, de la zone franche ainsi que des futurs projets de développement socio-économique. Dans le même cadre, M. Benabdelkader a révélé que d'autres projets énergétiques sont en phase de programmation. Il s'agit notamment de la réalisa-

TIPASA

Réajustement du programme de distribution de l'eau dans plusieurs communes

Le programme de distribution de l'eau potable connaîtra un réajustement dans plusieurs communes de l'ouest de la wilaya de Tipasa, a annoncé samedi, la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) dans un communiqué. Le communiqué précise qu'une fuite d'eau a été enregistrée hier vendredi, sur la conduite principale

de transfert des eaux du barrage Kef Eddir, sur les hauteurs de Damous, à l'ouest de Tipasa, entraînant un réajustement du programme de distribution de l'eau dans les communes d'Ahmer El Aïn, Aghbal, Gouraya, Sidi Ghilès et Cherchell. Il a ajouté qu'à la suite de cette fuite, provoquée par un incident

technique, les services de la SEAAL ont procédé au relèvement des capacités de production et de transfert à partir de la station de Sidi Amar (barrage de Boukerdane) ainsi que des fourrages artésiens, avec un réajustement du programme de distribution dans les cinq (5) communes concernées d'atténuer le déficit de production.

R.R

MILA

Mise en service de 5 projets de raccordement au réseau de gaz naturel à Grarem Gouga et Hamala

Cinq projets de raccordement au réseau de gaz naturel ont été mis en service samedi dans les deux communes de Grarem Gouga et de Hamala, dans la wilaya de Mila. Pas moins de 387 foyers ont été ainsi raccordés au réseau de gaz à la faveur de la réalisation de réseaux de distribution totalisant 26,118 km linéaires de canalisations, selon les explications données aux autorités locales par le directeur local de distribution de l'électricité et du gaz, Abdelkader Badaoui.

L'exécution de ces opérations a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière globale de 110 millions DA, selon la même source qui a ajouté que 367 des foyers desservis se répartissent sur les mechtas Zouitna, Ain Sedra, Tadara et Laouchoucha dans la commune de Grarem Gouga et 20 foyers dans la mechta Ain Chegouf dans la commune de Hamala. Avec la mise en service de ces projets, le taux de couverture par le réseau de gaz naturel dans la daïra de Grarem Gouga passe à 89 %, a indiqué

dans un point de presse le wali, Fayçal Amrouche. Les efforts de l'Etat dans ce domaine se poursuivent encore avec les travaux en cours de réalisation de 86 projets de raccordement de plus de 11.000 foyers au réseau de gaz naturel à travers la wilaya, a précisé le chef de l'exécutif local qui a ajouté que durant 2026, des travaux de raccordement de plus de 3.000 autres foyers seront lancés à travers les communes de Terrai Bainen et Tes-sala Lemtaï.

APS

BENI-ABBES

Réutilisation prochaine des eaux traitées pour l'irrigation de la palmeraie

La palmeraie millénaire de Beni-Abbes, riche de plusieurs centaines de milliers de palmiers-dattiers, ainsi que ses jardins traditionnels appelés localement "Jnane", bénéficieront d'une irrigation régulière d'ici la fin de l'année 2026, à partir des eaux traitées de la station d'épuration biologique des eaux usées du chef-lieu de la wilaya, at-on informé samedi auprès des services de la wilaya. Cette opération sera mise en œuvre à l'issue des travaux en cours de réalisation de ladite station. Selon les estimations de la direction locale de l'hydraulique, celle-ci devrait fournir quotidiennement près de 2.000 mètres cubes d'eau traitée biologiquement destinés à l'irrigation de la pal-

meraie et des jardins concernés, at-on précisés. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant la réutilisation des eaux usées traitées afin de répondre aux besoins en irrigation agricole, notamment pour cette palmeraie et ses jardins qui s'étendent sur une superficie de plus de 75 hectares, at-on ajouté. Au-delà de la protection de ce site agricole et naturel, cette mesure, décidée par le wali de Beni-Abbès, M. Ali Moulay, vise également à préserver et à promouvoir les activités agricoles dans la région, avec un intérêt particulier accordé à la phéniciculture, at-on encore souligné. Située sur la rive gauche de l'oued Saoura et au pied du Grand Erg occidental, la palmeraie de

Beni-Abbès et ses jardins constituant, depuis plusieurs décennies, un atout touristique majeur pour la ville, at-on indiqué. C'est dans cette optique que la wilaya a projeté la mise en œuvre de cette opération de revalorisation et de protection, notamment à travers l'instauration d'une irrigation régulière, selon les mêmes sources. Cette démarche permettra de préserver les milliers de palmiers-dattiers producteurs face aux risques de sécheresse et, au-delà, de sauvegarder le patrimoine naturel et végétal de la région, en conclusion.

APS

AU VENEZUELA COMME AILLEURS

Les États-Unis ont échoué à imposer des transitions politiques durables par la force

Rien dans les actions ouvertement illégales de Donald Trump à l'encontre du président vénézuélien Nicolás Maduro n'indique que la classe dirigeante américaine a tiré les leçons de l'expansionnisme impérialiste et des échecs des États-Unis en Afghanistan, en Irak ou au Venezuela même.

Par Carlos Ramirez-Rosa (*)

Nous avons déjà connu cela auparavant, lorsque l'administration Trump a tenté d'imposer une transition politique au Venezuela.

En 2019 et 2020, l'administration Trump a tenté d'orchestrer un tel changement par le biais de pressions, de mises en scène spectaculaires et de déclarations publiques affirmant le caractère inévitable de ce changement. Des défections militaires étaient annoncées comme imminentes. Des membres du régime auraient été prêts à changer de camp. Juan Guaidó était présenté comme le président légitime en attente. Et puis... rien ne s'est passé. Les forces armées ont tenu bon. Les institutions sont restées en place. La transition promise ne s'est jamais concrétisée.

Six ans plus tard, la deuxième administration Trump ressort le même scénario. Une fois de plus, Donald Trump annonce des résultats avant même que les conditions matérielles et politiques nécessaires à leur réalisation ne soient réunies. Il affirme que la vice-présidente de Nicolás Maduro, Delcy Rodríguez, est « prête à travailler avec nous ». Quelques heures plus tard, elle dément publiquement les propos de Trump. Trump affirme que les compagnies pétrolières américaines sont prêtes à investir des milliards de dollars au Venezuela. Politico a interrogé les chefs d'entreprise directement, le jour même, et ceux-ci ont déclaré poliment mais clairement que ce n'était pas vrai. Trump présente son projet comme inévitable ; les personnes qui seraient chargées de le mettre en œuvre le contredisent en temps réel.

Ce n'est pas un problème propre au Venezuela. C'est le mode de gouvernance habituel de Trump — et une caractéristique récurrente de l'expansionnisme impérialiste américain.

Depuis longtemps, Trump utilise les déclarations comme moyen de pression, agissant comme si le simple fait de s'affirmer avec force pouvait faire plier les États, les marchés et les sociétés à sa volonté. Mais les gouvernements étrangers — en particulier ceux qui s'appuient sur des mouvements politiques populaires et des projets nationalistes forgés dans le conflit avec la puissance américaine — ne seffondrent pas simplement parce qu'un président américain en décide ainsi.

Si le public américain s'est peut-être habitué aux déclarations radicales et souvent mensongères de Trump, ce qui rend cet épisode plus dangereux, c'est que Trump a franchi une nouvelle ligne rouge sur le plan juridique. Comme l'a rapporté le New Yorker, l'opération menée par Trump au Venezuela n'était pas seulement controversée, elle était carrément illégale au regard du droit international.

La condamnation est venue non seulement des gouvernements alliés de Maduro, comme la Chine, la Russie et Cuba, mais aussi des dirigeants européens et d'éminents juristes résolument attachés à l'ordre libéral occidental. Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a averti que les actions de Trump « constituaient un dangereux précédent » et violaient la Charte des Nations unies. Le ministre norvégien des Affaires étrangères a clairement déclaré que l'intervention américaine « n'était pas conforme au droit international ». Le Premier ministre slovaque l'a qualifiée de nouvelle preuve de l'effondrement de l'ordre international établi après la Seconde Guerre mondiale.

Pour défendre son intervention militaire lors d'une conférence de presse à Mar-a-Lago, Trump a ressorti un vieux fantôme : l'échec du sauvetage des otages en Iran à l'époque de Jimmy Carter.

Mais cet épisode remonte à plus de quarante-cinq ans. Plus récemment, les États-Unis ont démontré qu'ils étaient capables de mener des opérations chirurgicales précises. Aucun observateur sérieux ne doute de la capacité technique des États-Unis à capturer ou à tuer un individu. Le problème de l'empire américain n'est pas sa capacité opérationnelle, mais son incapacité chronique à transformer la force en une transition politique durable.

« Rien dans l'approche actuelle de Trump n'indique que la classe dirigeante américaine a intégré cette leçon, malgré les promesses de Trump pendant sa campagne électorale de mettre fin aux « guerres éternelles ».

Les États-Unis ont démontré à maintes reprises qu'ils ne peuvent imposer une transition politique en bonne et due forme par la coercition ou la violence. Renverser le gouvernement taliban en Afghanistan en 2001 était possible. Capturer Saddam Hussein était possible. Construire un ordre politique stable par la suite ne l'était pas. Rien dans l'approche actuelle de Trump n'indique que la classe dirigeante américaine ait intégré cette leçon, malgré les promesses de Trump pendant sa campagne électorale de mettre fin aux « guerres éternelles ». Une fois de plus, la dernière incursion donquichottesque de Trump au Venezuela pourrait renforcer les forces mêmes auxquelles il prétend s'opposer. Comme l'a récemment souligné un rapport de l'Associated Press, la classe dirigeante vénézuélienne a démontré à maintes reprises qu'elle savait serrer les rangs lorsqu'elle était confrontée à des pressions extérieures. Quelles que soient les rivalités ou les fractures internes qui existent au sein de la coalition au pouvoir, l'intervention américaine a toujours eu pour effet de réprimer ces divisions plutôt que d'en profiter. En violant le droit international et en présentant le changement de régime comme un projet américain unilatéral explicitement lié aux intérêts pétroliers, Trump consolide

l'opposition vénézuélienne, latino-américaine et mondiale à la puissance impériale américaine, tout en renforçant le narratif du gouvernement vénézuélien qui se présente comme une souveraineté assiégée.

« Ces agissements ne sont pas ceux d'un stratège impérial compétent. Elles sont le reflet du vrai Trump : sûr de lui, mais dénué de compétences. »

Dans le même temps, fidèle au système trumpien, le président américain a sapé les forces d'opposition vénézuéliennes qu'il prétend soutenir. Le même rapport de l'Associated Press décrit comment Trump a publiquement humilié María Corina Machado, la figure de proue de l'opposition, en affirmant qu'elle n'avait ni la popularité ni la légitimité nécessaires pour diriger le pays, ce qui a déconcerté et dérouter les figures de l'opposition. Une fois de plus, le spectacle trumpien a pris le pas sur la stratégie impériale.

La rhétorique de Trump sur le pétrole révèle encore davantage la logique sous-jacente à l'œuvre. Le secteur énergétique vénézuélien est dévasté après des années de sanctions américaines. Ses infrastructures sont délabrées. Tout réinvestissement sérieux nécessiterait des années, un risque financier considérable et des garanties politiques claires. Et pourtant, Trump parle comme si des milliards étaient déjà prêts à être investis. Lorsque Politico a interrogé directement les dirigeants, il est apparu clairement qu'aucune garantie ni aucun plan concret n'étaient en place.

Ces agissements ne sont pas ceux d'un stratège impérial compétent. Elles sont le reflet du vrai Trump : sûr de lui, mais dénué de compétences. C'est une leçon que Juan Guaidó a apprise à ses dépens lorsque, assuré par les responsables américains qu'il bénéficierait rapidement du soutien de l'armée vénézuélienne, il s'est posté devant la base militaire de La Carlota dans l'attente d'un coup d'État qui n'est jamais venu.

Qu'il s'agisse d'affirmer à tort que Delcy Rodríguez était prête à coopérer, de saper l'allié le plus proche de Washington au sein de l'opposition ou d'annoncer des investissements privés qui semblent illusoire, l'incompétence impériale de Trump ne fait que s'aggraver. Compte tenu de la gestion erratique des affaires judiciaires très médiatisées au niveau national par l'administration, il est également légitime de s'interroger sur la capacité du ministère de la Justice de Trump à mener à bien des poursuites pénales contre Maduro, d'autant plus que les responsables américains chargés de l'application de la loi ont eux-mêmes reconnu que le Venezuela ne constituait pas une source directe majeure de drogue pour les États-Unis par rapport à d'autres filières de trafic.

Peut-être que Trump se moque de tout cela. Peut-être que cette opération visait à détourner l'attention des deux menaces qui continuent de le hanter : Jeffrey Ep-

stein et l'économie. Peut-être a-t-elle été encouragée par Marco Rubio, désireux de remporter une victoire en matière de changement de régime pendant son mandat au département d'État. Ou peut-être que Trump voulait simplement vivre son propre moment « Bin Laden », refusant de laisser Obama conserver cette place unique dans l'histoire. Peut-être s'agit-il d'une combinaison des trois. Quelles que soient les motivations de Trump, pour les Vénézuéliens, ce moment renforce leur sentiment de déjà-vu. Ce n'est pas la première fois que les États-Unis tentent d'imposer une transition politique depuis l'extérieur. La révolution bolivarienne a été mise à l'épreuve à plusieurs reprises : le coup d'État de 2002 contre Hugo Chávez ; la grève et le sabotage économique de la compagnie pétrolière publique en 2002-2003 ; le référendum révocatoire de 2004 ; le boycott de l'Assemblée nationale par l'opposition en 2005 ; l'effondrement des prix du pétrole en 2014-2016 ; les sanctions américaines depuis 2017 ; la fausse présidence de Juan Guaidó ; et la tentative ratée de l'administration Trump de provoquer un coup d'État militaire en 2019-2020. Le Venezuela a survécu à toutes ces épreuves.

Si la révolution cubaine a résisté à des décennies de siège, c'est notamment grâce à l'existence d'organisations communautaires et de quartier (les Comités pour la défense de la révolution) très présentes dans la vie quotidienne. Chávez l'avait bien compris. Dans un discours télévisé de 2012, désormais connu sous le nom de Golpe de Timón, Chávez appelait à approfondir le processus révolutionnaire en transférant le pouvoir effectif des ministères vers le pouvoir populaire organisé, en particulier par le biais des comunas. Celles-ci étaient censées gouverner, produire et soutenir le projet révolutionnaire vénézuélien, même en cas de blocus ou de perte de leadership.

La question de savoir si les structures communautaires vénézuéliennes ont atteint ce niveau reste ouverte. Mais l'histoire témoigne de la durabilité du projet bolivarien. À l'instar d'autres épisodes précédents, la capture de Maduro par Trump constitue un nouveau test pour la révolution bolivarienne — et pour la structure sociale plus fondamentale que Chávez et des millions de Vénézuéliens ont cherché à construire. Dans les jours et les semaines à venir, nous verrons si les dirigeants et les protagonistes de la révolution bolivarienne ont tenu compte de l'une des dernières déclarations de Chávez, prononcée quelques mois avant sa mort : « Comuna o nada ! » (« La commune ou rien ! »).

(*) Conseiller municipal du 35^e arrondissement de Chicago de 2015 à 2025. Il est PDG du Chicago Park District.
Source : Jacobin, 04-01-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

LIBYE

Tripoli signe un accord pétrolier de 20 milliards de dollars

Le Premier ministre libyen Abdul Hamid Dbeibah et Massad Boulos, conseiller principal du président Donald Trump, à droite, au Sommet sur l'énergie et l'économie en Libye 01/26

La Libye vient de signer un contrat pétrolier d'une valeur de 20 milliards de dollars d'investissements étrangers avec les groupes énergétiques TotalsEnergies et ConocoPhillips. Cet accord de développement pétrolier d'une durée de 25 ans avec les entreprises françaises et américaines, il a été annoncé lors de l'ouverture du sommet libyen de l'énergie et de l'économie à Tripoli.

« Nous ferons de notre mieux pour exploiter les champs verts, puis nous nous concentrerons également sur les champs bruns dans le cadre de l'amélioration de la production. Nous espérons que le fait de mener ces deux actions de front nous permettra d'augmenter la production pétrolière. », a déclaré Bachir Brahim Bazzazi, premier conseiller du directeur général de la filiale libyenne de TotalEnergies.

Le Premier ministre Abdelhamid Dbeibah, a indiqué que la Libye s'appropriait également à signer un accord avec le géant américain Chevron portant sur l'exploration et le développement de la production, ainsi qu'un accord distinct avec l'Égypte pour soutenir les services dans le secteur

« La Libye a toujours été sous le radar en ce qui concerne nos services de prévention et d'intervention pour le contrôle des puits, mais les récents développements et la stabilisation du pays nous ont aidés à prendre la décision de remettre la Libye sur notre feuille de route. », a expliqué Yann Amenabar, responsable du développement commercial international et de la gestion des opérations chez Cudd Well Control.

L'accord avec Total energies et conocophillips a été signé par l'intermédiaire d'une filiale de la société nationale libyenne baptisée Waha Oil Compagny afin d'augmenter la capacité de production libyenne jusqu'à 850 000 barils par jour.

R.I

LE TOURISME EN TUNISIE

Un marché méditerranéen en pleine transformation

Le paysage touristique du bassin méditerranéen connaît depuis quelques années de profondes mutations, attirant de plus en plus l'attention des médias et des analystes européens. Longtemps dominé par les destinations traditionnelles de la rive nord, le marché s'ouvre désormais à une concurrence élargie, dans laquelle les pays d'Afrique du Nord, et en particulier la Tunisie, s'imposent progressivement comme des acteurs majeurs capables de redéfinir les équilibres régionaux.

R I /Agence

Cette évolution s'inscrit dans un contexte économique européen marqué par une hausse persistante du coût de la vie et par les effets durables de l'inflation enregistrée depuis 2022. Face à la réduction du pouvoir d'achat, un nombre croissant de touristes européens revoit ses priorités et recherche des destinations offrant un meilleur rapport qualité-prix, sans renoncer pour autant aux atouts fondamentaux du tourisme méditerranéen, tels que le climat ensoleillé, la proximité géographique et la richesse culturelle.

Dans ce nouveau paysage, la Tunisie figure parmi les destinations les plus avantageées. Sa situation géographique, à quelques heures de vol des principales capitales européennes, constitue un atout de taille. À cela s'ajoutent une grande diversité climatique, un patrimoine historique et culturel exceptionnel, ainsi qu'un coût de séjour globalement inférieur à celui de destinations concurrentes comme l'Espagne, l'Ita-

lie ou la Grèce. Ces éléments font du pays une alternative crédible et attractive pour les touristes européens soucieux de maîtriser leur budget.

De plus en plus, la Tunisie est perçue non plus comme une destination strictement saisonnière, mais comme un véritable acteur touristique à part entière dans l'espace méditerranéen. Les experts estiment que le pays dispose d'un potentiel important pour élargir sa part de marché, notamment lors des périodes où la conjoncture économique européenne pèse sur la consommation touristique.

Cette dynamique repose également sur la diversification du produit touristique tunisien. Si le tourisme balnéaire demeure un pilier essentiel, il est désormais complété par d'autres segments en plein essor, tels que le tourisme culturel, saharien, médical et écologique.

Cette pluralité d'offres permet à la Tunisie de répondre à une demande européenne de plus en plus orientée vers des expériences authentiques, personnalisées et

respectueuses de l'environnement, tout en restant attentive à la dimension tarifaire.

Par ailleurs, les transformations économiques et sociales observées en Europe ont contribué à une réorientation durable des flux touristiques vers le sud de la Méditerranée.

Dans ce contexte, la Tunisie apparaît, aux côtés de certains pays voisins, comme l'un des principaux bénéficiaires de ce changement structurel dans les comportements des voyageurs.

Toutefois, pour consolider et renforcer cette position au cours des prochaines années, la Tunisie est appelée à poursuivre ses efforts. Le développement des infrastructures touristiques, l'amélioration continue de la qualité des services et la valorisation de l'image du pays en tant que destination sûre, accessible et riche en expériences constituent des enjeux clés. Autant de défis à relever dans un contexte régional marqué par une recomposition profonde de la carte touristique du bassin méditerranéen.

POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE
L'Égypte annonce un accord avec Schneider Electric

L'Égypte est l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique, confrontée à la détérioration de la production agricole et à l'impact sur la sécurité alimentaire. Ce partenariat permettra de soutenir les efforts en matière d'action climatique et d'accélérer la transition vers une économie verte.

Rania Al-Mashat, ministre égyptienne de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale, a signé le jeudi 29 janvier 2026 un protocole d'accord avec la société Schneider Electric Égypte, afin de soutenir les efforts en matière d'action climatique et d'accélérer la transition vers une économie verte, dans le cadre du renforcement des partenariats avec le

secteur privé. Au titre de ce partenariat prévu pour la période 2026-2029, Schneider Electric fournira des solutions intégrées destinées à promouvoir une agriculture durable et adaptée aux changements climatiques, à soutenir les petits agriculteurs et à renforcer la sécurité alimentaire.

L'accord s'inscrit dans le cadre de la plateforme nationale « NAWAFI » pour les projets verts, notamment en ce qui concerne le Nexus eau-alimentation-énergie.

La ministre a souligné que ce partenariat « reflète la volonté de l'État de renforcer le rôle des partenariats de développement avec le secteur privé et les institutions internationales, afin de soutenir le développement rural durable, de renforcer la sécurité alimentaire et

d'accroître la capacité des petits agriculteurs à s'adapter aux effets des changements climatiques ».

L'Égypte est l'un des pays les plus exposés aux effets du changement climatique. Elle fait notamment face à l'augmentation et à la diminution des températures par rapport à leurs niveaux normaux, à l'élévation du niveau de la mer et à ses effets sur les zones côtières, ainsi qu'à l'accroissement des taux de désertification. À cela s'ajoutent la détérioration de la production agricole et l'augmentation des pénuries d'eau.

Dans sa stratégie nationale de lutte contre le changement climatique, le pays ambitionne de renforcer ses capacités d'adaptation, d'accroître la part des énergies

renouvelables et alternatives dans le mix énergétique, d'adopter des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, afin de protéger les citoyens.

Schneider Electric mène en Égypte plusieurs initiatives majeures, notamment le lancement en février 2024 d'un projet de construction de 1000 logements équipés de solutions intelligentes contribuant entre autres à réduire les émissions.

Notons que le partenariat repose sur l'utilisation de technologies de pointe, comme l'énergie solaire et les solutions fondées sur l'Internet des objets (IoT), pour optimiser l'efficacité opérationnelle et renforcer la durabilité des ressources.

Agence

MAURITANIE

Le FMI approuve un décaissement immédiat de 91 millions \$

La Mauritanie mène un programme de réformes économiques supervisé par le FMI, destiné à rétablir la stabilité macroéconomique. Le nouveau décaissement porte à 258 millions \$ le financement total accordé à Nouakchott depuis 2023. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé la cinquième revue des programmes soutenus par la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Mécanisme élargi de crédit (MEDC), ainsi que la quatrième revue au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), en faveur de la Mauritanie.

Cette étape ouvre la voie à un décaissement immédiat de 91 millions de dollars, dont 9 millions au titre des programmes FEC/MEDC et 82 millions pour la FRD, portant à près de 258 millions, le financement total accordé au pays depuis 2023.

Selon l'institution de Bretton Woods, « la mise en œuvre des programmes FEC/MEDC est en bonne voie, tous les objectifs fixés pour fin juin 2025 et les objectifs indicatifs fixés pour fin septembre 2025 en matière de critères de performance quantitatifs ayant été atteints ». Tous les critères de référence structurels sauf deux sur les neuf fixés

pour fin décembre 2025 ont été atteints, un troisième a été mis en œuvre avec retard, ajoute-elle.

S'agissant de la FRD, le FMI souligne que les réformes prévues progressent « globalement, quatre des cinq critères de référence évalués lors de cet examen ayant été atteints ».

Il a toutefois appelé les autorités à poursuivre la modernisation des cadres de politique macroéconomique et insisté sur l'opérationnalisation rapide de l'Autorité nationale de lutte contre la corruption, ainsi que la mise en œuvre effective des lois relatives à la déclaration de patrimoine et d'intérêts,

aux entreprises publiques et à la Zone franche de Nouadhibou.

Pour rappel, la Mauritanie et le FMI ont conclu en 2023 un accord de 42 mois au titre du MEDC/FEC, ainsi qu'un accord de 31 mois dans le cadre de la FRD, pour des montants respectifs de 86,9 millions de dollars et de 258 millions de dollars. Ces programmes visent à rétablir la stabilité macroéconomique tout en jetant les bases d'une croissance plus forte et plus inclusive, tout en soutenant l'agenda climatique du pays et les efforts de réduction de la pauvreté.

Agence

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La BAD finance une centrale géothermique au Kenya

Le Kenya cherche activement à renforcer l'accès à l'électricité pour sa population. Tout au long de l'année dernière, le pays a multiplié les initiatives dans ce sens.

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt de 16,5 millions de dollars en faveur du Kenya pour appuyer la construction d'une centrale géothermique de 35 MW. L'information a été communiquée le 22 janvier par l'institution financière panafricaine. Concrètement, ce financement est destiné au projet OrPower Twenty-Two, développé par un producteur indépendant d'électricité, dans le champ géothermique de Menengai, situé dans le comté de Nakuru, au centre-ouest du pays. Le site de Menengai fait partie des zones identifiées par les autorités kényanes pour le développement de la géothermie. La centrale OrPower Twenty-Two constitue le troisième projet de 35 MW implanté sur ce champ géothermique. Une première centrale de capacité équivalente est déjà en exploitation, tandis qu'un second projet est en cours de développement avec un financement distinct.

L'électricité produite par la future installation sera achetée par la Kenya Power and Lighting Company (KPLC), l'opérateur public de distribution d'électricité, dans le cadre d'un contrat d'achat et de vente d'électricité (PPA) d'une durée de 25 ans. La centrale devrait produire environ 301 GWh par an une fois pleinement opérationnelle. L'ensemble des trois projets de Menengai portera ainsi la capacité installée de cette première phase à 105 MW. La Geothermal Development Company, une entreprise publique kényane, fournira la vapeur nécessaire à l'exploitation des centrales. Regain d'intérêt global pour la géothermie Présentée par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) comme une technologie encore peu exploitée à l'échelle mondiale (moins de 1 % du mix énergétique global), la géothermie fait l'objet d'un regain d'intérêt. Dans une analyse publiée en janvier 2025, l'AIE observe un intérêt croissant

pour cette filière, qu'elle relie à la hausse de la demande mondiale d'électricité et aux progrès technologiques enregistrés ces dernières années. Les avancées réalisées dans les techniques de forage profond et dans les systèmes géothermiques améliorés permettent désormais d'exploiter des ressources jusque-là difficiles d'accès. L'agence indique que ces évolutions élargissent les possibilités de développement de projets géothermiques dans un nombre plus large de zones géographiques. Dans son rapport The Future of Geothermal Energy, publié en décembre 2024, l'institution indique que, dans certains scénarios qu'elle a modélisés, la géothermie représente jusqu'à 15 % de la croissance de la demande mondiale d'électricité à l'horizon 2050, dans un contexte caractérisé par des conditions économiques et technologiques favorables.

Synthèse R.I

EXPLORATION PÉTROLIÈRE

L'Afrique concentrera 40 % des puits à fort impact en 2026

Synthèse R

Le marché des forages d'exploration à fort potentiel de découverte d'hydrocarbures évolue en dents de scie, dans un contexte marqué par des ajustements successifs de l'activité, alternant phases de repli et reprises ponctuelles selon les années et les régions. Selon Rystad Energy, l'Afrique concentrera environ 40 % des puits d'exploration pétrolière et gazière

« à fort impact » prévus dans le monde en 2026. Au total, le cabinet recense un peu plus de 40 puits de ce type à l'échelle mondiale pour cette échéance dans une étude publiée mercredi 28 janvier. Ces puits à fort impact correspondent à des forages d'exploration à fort potentiel de découverte, en raison des volumes de ressources attendus ou du caractère encore peu exploré des zones ciblées, précise Rystad Energy. Ils se distinguent des forages de développement,

réalisés dans des champs déjà identifiés. D'après les données publiées par le cabinet, la quasi-totalité des puits onshores à fort impact identifiés pour 2026 est située en Afrique, à l'exception d'un forage prévu au Groenland. Par ailleurs, Rystad Energy indique que la majorité des puits offshore concernés se situe en eaux profondes et ultra-profondes, principalement le long de la façade atlantique africaine, où plusieurs bassins sont recensés. Cette

répartition place l'Afrique au premier rang mondial, devant l'Amérique du Nord, l'Asie et l'Amérique latine. Plus spécifiquement, des chiffres publiés en 2025 par le cabinet S&P Global sur des données compilées en 2024 montrent que les découvertes africaines de pétrole ont été dominées par les bassins d'Orange et ivoirien. Ceux-ci ont concentré l'essentiel des nouvelles ressources mises en évidence sur le continent cette année-là.

CAMEROUN

Revenus caféiers triplés à 6,4 millions USD en 2024-2025

Le café est l'un des produits d'exportation du Cameroun. Après la campagne de 2023-2024, celle de 2024-2025 atteint des sommets en termes de revenus. La campagne caféière 2024-2025 marque un net redressement des revenus d'exportation du Cameroun. Selon l'Office national du cacao et du café (ONCC), la valeur FOB (Free on Board, hors coûts de transport et d'assurance) des cargaisons exportées a connu « une hausse exponentielle » : elle a plus que triplé pour atteindre 3,5 milliards de FCFA (environ 6,4 millions USD), contre 807 millions

de FCFA lors de la saison 2023-2024, d'après le bilan de campagne de l'organisme public. L'ONCC attribue cette progression à un double effet : l'amélioration de la production commercialisée et la remontée des cours internationaux. La campagne 2024-2025 s'est ainsi soldée par une production nationale commercialisée de 11 637 tonnes, en hausse de 10 % par rapport à 2023-2024. La hausse s'observe aussi sur les prix payés aux producteurs. Selon le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, les prix ont progressé de 2375 FCFA à 2854

FCFA/kg pour l'arabica et de 1500 FCFA à 1959 FCFA/kg pour le robusta, soit des hausses de 20,16 % et 30,6 % respectivement. Pour 2025-2026, le gouvernement anticipe un contexte encore favorable, surtout sur les prix. « Cette campagne s'ouvre dans un contexte d'embellie des cours sur le marché international, du fait notamment d'une demande en forte croissance, face à une offre en retrait, contrariée par les aléas du changement climatique », indique le ministre.

R.I.

AFRIQUE DE L'OUEST

La production d'or d'Endeavour a progressé de 10 % en 2025

Plus gros producteur d'or actif en Afrique de l'Ouest, Endeavour Mining a procédé en juillet 2024 à la mise en service de la mine Lafigué, en Côte d'Ivoire. Un nouvel actif dont la contribution s'est répercutée sur la production globale du groupe pour l'exercice 2025. Endeavour Mining, compagnie minière opérant exclusivement en Afrique de l'Ouest, a enregistré une production de 1,21 million d'onces en 2025, contre 1,10 million d'onces en 2024. Rapportée dans son rapport opérationnel publié le jeudi 29 janvier, cette performance traduit une hausse annuelle de 10 % sur l'exercice écoulé.

Plus grand producteur d'or en Afrique de l'Ouest, Endeavour exploite cinq mines à savoir Houndé et Mana au Burkina Faso, Sabodala-Massawa au Sénégal, ainsi qu'Ity et Lafigué en Côte d'Ivoire. Ce dernier actif qui a connu en 2025 sa première année complète d'exploitation après sa mise en service en juillet 2024, a contribué de manière significative au résultat annuel du groupe. Concrètement, Lafigué a livré 187 000 onces d'or en 2025, contre 96 000 onces en 2024, dans un contexte de recul des productions à Houndé et Ity. Les mines de Mana et de Sabodala-Massawa ont, pour leur part, soutenu la progression du groupe, avec des hausses respectives de 16

% et 19 % de leur production. Ces performances ont permis à Endeavour d'atteindre ses objectifs de production pour l'année, dans un contexte de hausse de 67 % des prix de l'or. « En 2025, nous avons atteint nos objectifs pour la douzième fois en treize ans, généré un flux de trésorerie disponible record, désendetté intégralement notre bilan et versé des rendements records à nos actionnaires. Nos solides performances opérationnelles ont permis de produire plus de 1,2 million d'onces, atteignant ainsi la moitié supérieure de nos objectifs de production », a déclaré Ian Cockerill, DG d'Endeavour Mining.

Agence

FACE À LA BAISSÉ DES COURS DU CAFÉ ET DU CACAO

Les acteurs togolais se mobilisent

Après plusieurs mois de niveaux élevés, les cours internationaux du café et du cacao ont entamé un repli, modifiant les perspectives de revenus pour les producteurs togolais. La chute brutale des prix du café et du cacao sur le marché international pèse lourdement sur l'économie togolaise, ces deux spéculations constituant des produits majeurs d'exportation du pays. Cette situation défavorable a entraîné l'accumulation d'environ 1500 tonnes de stocks inventus, selon le Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC).

Face à cette situation préoccupante, le CCFCC a organisé, mercredi 28 janvier 2026 à Lomé, une rencontre réunissant producteurs, acheteurs, exportateurs et transformateurs, afin d'identifier les causes profondes de la crise et de dégager des pistes de solutions. Selon les acteurs présents, l'accumulation des stocks non écoulés s'explique principalement par l'effondrement soudain des prix, qui a paralysé les transactions commerciales.

En effet, en l'espace de quelques mois, les prix ont fortement reculé, passant de 5525 FCFA le kg du cacao à 2240 FCFA aujourd'hui. Une baisse brutale qui laisse de nombreux opérateurs avec d'importants volumes de café et de cacao invendus. Pour Enselme Gouthon, secrétaire général du Comité de coordination pour les filières café et cacao, cette volatilité des prix trouve son origine dans la flambée observée l'année précédente. « Les prix avaient fortement augmenté en raison de la baisse de la production dans les principaux pays producteurs, notamment la Côte d'Ivoire et le Ghana », a-t-il expliqué. Cette contre-performance était liée, selon lui, aux effets du changement climatique, mais aussi au vieillissement des plantations et des producteurs. « Aujourd'hui, les prix sont passés de 600 FCFA le kilogramme à 200 FCFA, voire moins sur le marché », a-t-il ajouté.

Selon les statistiques du CCFCC, au 28 janvier 2025, plus de 10 000 tonnes de fèves de cacao avaient déjà été exportées par le Togo. À la même date en 2026, les exportations plafonnent à environ 5000 tonnes. Ce qui illustre l'ampleur du ralentissement des exportations. Pour sortir de l'impasse, le Comité appelle l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur à consentir des efforts à court terme. « Producteurs, acheteurs et exportateurs doivent accepter de perdre un peu afin de libérer les stocks existants et de redonner de la fluidité au marché », préconise le CCFCC. Cette approche concertée devrait permettre une reprise progressive des échanges et une stabilisation du secteur.

Agence

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Volatilité à tous les étages

Malgré de brefs records en Amérique, les places financières ont fait preuve de nervosité cette semaine, après quelques publications de sociétés mal accueillies, dont notamment celles de Microsoft ou SAP en Europe. Les matières premières et les devises connaissent une volatilité extrême et l'inflation semble persister aux Etats-Unis. La nomination de Kevin Warsh à la tête de la Fed d'ici quelques semaines pourrait peut-être constituer un facteur de soutien. Le manque de visibilité devrait encore perdurer, d'autant que la saison des résultats n'est pas terminée.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

OHB +72,83 % : le fabricant allemand de satellites explose après la confirmation de discussions avec Rheinmetall pour participer à de futurs appels d'offres publics liés à un réseau satellitaire militaire en orbite basse. Un engouement qui intervient dans un contexte de consolidation du spatial européen, où OHB cherche à éviter d'être marginalisé.

Seagate +17,8 % : le spécialiste du stockage de données grimpe sur la semaine après une publication supérieure aux attentes et des perspectives jugées solides, portées par la demande liée aux centres de données et à l'IA. Plusieurs autres acteurs du secteur des puces mémoires, comme Sandisk, ont aussi brillé.

Fugro +21,86 % : le spécialiste des services de géo-données et d'inspection bon dit, porté par un ton plus favorable des brokers : Oddo BHF relève à surperformance et rehausse son objectif, Jefferies remonte à conserver avec un objectif également relevé. Le marché y voit un signal de revalorisation du dossier.

Puma +16,97 % : l'équipementier sportif allemand, progresse après l'entrée d'Anta au capital via le rachat de la participation de la famille Pinault. Le marché mise sur l'apport d'un actionnaire stratégique, notamment pour accélérer le développement en Chine, même si l'absence d'offre de rachat intégrale à ce stade tempère une partie de l'enthousiasme.

Royal Caribbean +13,47 % : le géant des croisières a le vent en poupe après des résultats solides et des perspectives 2026 supérieures aux attentes, portées par une demande toujours très ferme. Le titre est aussi soutenu par des annonces stratégiques (coentreprise approuvée au Japon, commandes de nouveaux navires) et des objectifs de brokers relevés.

Nexity +15,69 % : le promoteur immobilier est soutenu par l'intégration dans le projet de loi de finances d'un dispositif gouvernemental de Relance logement visant à stimuler la construction et l'investissement locatif. Le marché y voit un regain de visibilité pour le secteur.

Flops:

Dometic -22,98 % : le groupe suédois connu pour ses équipements de camping-cars et ses matériels de loisirs a lourdement déçu le marché avec ses résultats du dernier trimestre 2025. L'environnement de consommation morose incite les investisseurs à la prudence.

UnitedHealth -19,46 % : les assureurs santé américains ont été fortement pénalisés après que Donald Trump a dévoilé une hausse minime des taux de remboursement de l'offre Medicare Advantage pour 2027. Alors que le marché anticipait une augmentation de 5 à 6%, l'administration Trump n'a annoncé qu'une progression de 0,09%, contraignant les différentes sociétés à revoir leurs prévisions à la baisse en pleine période de publication des résultats.

Medincell -22,74 % : la biotech française a publié des revenus décevants par rapport aux perspectives fournies pour Uzedy, le traitement commercialisé par Teva. Medincell peut obtenir des redevances plus

élevées si les ventes atteignent certains paliers.

Eramet -15,17 % : Portzamparc juge "exagérée" la récente revalorisation du titre du producteur de métaux d'alliages, malgré le potentiel induit par une potentielle monétisation des actifs d'Eramet Lithium. Le bureau d'études est passé de conserver à alléger, avec une valorisation à 58 EUR.

SAP SE -13,82 % : le groupe a eu beau publier de solides chiffres 2025, le marché s'interroge sur la robustesse de l'activité face à la montée en puissance des solutions IA. Plus globalement, les éditeurs de logiciels continuent à souffrir face aux fournisseurs de matériel, jugés plus aptes à gagner de l'argent sur l'IA à court terme.

Matières premières

Énergie : Le pétrole termine le mois de janvier sur une note très ferme. Preuve en est, le baril de Brent a brièvement dépassé le seuil symbolique des 70 USD, atteignant son plus haut niveau depuis août dernier. Le Brent progresse d'environ 14% depuis le 1er janvier, tout comme la référence américaine, le WTI, qui s'échange autour de 65 USD le baril. Le principal moteur de la hausse réside dans la dégradation des relations entre les États-Unis et l'Iran. Le président américain, Donald Trump, a intensifié la pression sur Téhéran concernant son programme nucléaire, menaçant d'une action militaire. Le déploiement de navires américains dans la région alimente la nervosité des investisseurs. Le risque majeur concerne le détroit d'Ormuz, par où transitent quotidiennement 20 millions de barils de brut. Dans ce contexte volatil, l'OPEP+ se réunit ce dimanche. Selon plusieurs délégués, le cartel devrait décider de ne pas augmenter sa production au mois de mars.

Métaux : Après avoir atteint des records historiques jeudi, les prix du cuivre, de l'or et de l'argent ont subi une forte correction vendredi. Les investisseurs ont procédé à des prises de bénéfices massives face au rebond du dollar américain et à l'évolution des anticipations monétaires aux États-Unis. Le cours du cuivre a franchi pour la première fois le seuil des 14 500 dollars la tonne jeudi. Le métal a gagné jusqu'à 11% en séance. Cependant, la tendance s'est inversée vendredi. Le prix est retombé vers 13465 USD, soit une baisse de 1,1 % sur la séance. Malgré ce repli, le cuivre affiche encore une progression d'environ 6 % depuis le début du mois. Les fondamentaux restent solides, avec une offre contrainte et une demande structurelle élevée.

L'or et l'argent ont également effacé une partie de leurs gains récents. Le métal jaune a atteint un nouveau record à 5595 USD l'once jeudi. Il a ensuite reculé de 7 % pour s'échanger autour de 5030 USD vendredi. La correction est plus sévère pour l'argent. Après avoir touché un pic historique à 121,65 USD l'once, le cours a chuté de plus de 16% pour repasser sous la barre des 100 dollars. Donald Trump a annoncé son choix de Kevin Warsh pour diriger la Réserve fédérale. Les marchés considèrent Warsh comme moins enclin à baisser les taux d'intérêt de manière agressive. Cette perspective soutient le dollar et un dollar plus fort rend les mé-

taux plus coûteux pour les investisseurs utilisant d'autres devises, ce qui pèse sur les prix.

Macroeconomie

Macro : L'actualité se bouscule et provoque quelques remous du côté des actifs financiers. Les résultats de Microsoft ont été accueillis assez froidement et ont provoqué un net repli du marché actions, tandis que les métaux précieux subissent en parallèle des prises de bénéfices après un début d'année particulièrement porteur. Du côté de la Fed, qui a maintenu le statu quo lors de son dernier comité de politique monétaire, on connaît désormais le nom du successeur de Jerome Powell en la personne de Kevin Warsh, nommé ce vendredi par Donald Trump. Le dollar réagit positivement à cette nomination tandis que les taux longs se détendent un peu même si la tendance reste positive sur le 10 ans américain au-dessus des 4,20%.

Crypto : Encore une mauvaise semaine pour le bitcoin. Le leader du marché des crypto-actifs recule de près de 5% depuis lundi, après avoir déjà perdu 7,5% la semaine précédente. Résultat : le BTC a chuté de plus de 10 000 USD en l'espace d'une semaine. Sur la seule journée de jeudi, plus de 817 millions USD de sorties nettes ont été enregistrées sur les ETF Bitcoin spot. Il s'agit de la pire séance pour ces produits boursiers depuis le 20 novembre, et de la quatrième plus mauvaise journée depuis leur lancement début 2024. Cette faiblesse s'explique en grande partie par un contexte macro-financier peu favorable. Les tensions géopolitiques se sont ravivées ces dernières semaines, notamment autour des menaces de droits

de douane et de politiques expansionnistes évoquées par Donald Trump. Parallèlement, cette semaine, les craintes de bulle autour de l'intelligence artificielle pèsent sur les actifs risqués, dont les crypto-actifs sont en première ligne. Historiquement, les cryptomonnaies ont surtout prospéré dans des environnements de taux bas, d'apaisement géopolitique et de fort appétit pour le risque. En 2026, on est encore loin de cet alignement des planètes. Comme souvent, la baisse du bitcoin entraîne dans son sillage le reste du marché. L'ether (ETH) cède 2,5% autour de 2 700 USD, Solana (SOL) recule de 2% à 116 USD, tandis que le XRP (XRP) abandonne 5% pour revenir vers 1,76 USD.

La volatilité fait son retour sur les actifs dits à risque, des actions aux matières premières, en passant par les devises. La nervosité entourant le dollar après les déclarations contradictoires de l'administration Trump, les tensions autour de la dette japonaise, la spéculation sur les métaux précieux et les signaux mitigés envoyés par les résultats d'entreprises brouillent les cartes. La nomination de Kevin Warsh pour remplacer Jerome Powell dans quelques semaines à la tête de la Fed a été perçue comme un élément rassurant, ou du moins comme une solution moins extrême que la nomination des autres finalistes.

Les résultats d'entreprises ont, pour leur part, soufflé le chaud et le froid. Le débat sur la rentabilité des investissements dans l'IA fait toujours rage, donnant lieu à d'énormes envolées ou à des crashes mémorables parmi les actions technologiques.

Par Zonebourse

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 30 Janvier 2026 Valeur : 03 Février 2026				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.1934	129.2084
1	EUR	EURO	154.2052	154.2490
1	GBP	POUND STERLING	177.9523	177.9730
100	JPY	JAPANESE YEN	83.9954	84.0107
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5914	18.5957
1	CHF	SWISS FRANC	168.3302	168.4155
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.6351	95.6532
1	DKK	DANISH KRONE	20.6561	20.6601
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.6059	14.6104
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.4466	13.4710
1	AED	UAE DIRHAM	35.1729	35.1865
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.4433	34.4510
1	KWD	KUWAITI DINAR	423.8629	424.0512
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.8231	45.2736
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2637	14.2653
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.5154	20.6206
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2470	3.2571
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.578	178.5780

EUROPE

Pourquoi l’Espagne et le Portugal croissent-ils deux fois plus vite que la zone euro ?

Alors que la croissance économique peine à s’imposer durablement au sein de la zone euro, l’Espagne et le Portugal confirment leur statut de moteurs régionaux. Au quatrième trimestre 2025, les deux économies ibériques ont enregistré une progression de 0,8 %, soit plus du double du rythme moyen observé dans l’ensemble du bloc monétaire, établi à 0,3 %, selon les estimations préliminaires d’Eurostat. Une performance qui illustre les dynamiques spécifiques à l’œuvre dans ces deux pays et souligne les divergences persistantes au sein de la zone euro.

Synthèse Rédaction internationale

En Espagne, cette accélération marque la plus forte expansion trimestrielle depuis un an. Le produit intérieur brut a progressé de 0,8 % entre octobre et décembre 2025, contre 0,6 % au trimestre précédent, dépassant ainsi les anticipations des analystes. Sur l’ensemble de l’année, la croissance espagnole atteint 2,8 %, un niveau nettement supérieur à la moyenne de la zone euro (1,5 %) et très au-dessus de celui des grandes économies comme l’Allemagne, limitée à 0,4 %, ou la France, avec 1,1 %.

Cette solide performance repose avant tout sur la vigueur de la demande intérieure. La consommation des ménages a progressé de 1,0 % au dernier trimestre, contribuant de manière significative à la croissance globale. L’investissement a également joué un rôle moteur, en hausse de 1,7 %, traduisant une amélioration du climat des affaires et une confiance accrue des entreprises. Les dépenses publiques, en revanche, sont restées globalement stables, avec une augmentation marginale de 0,1 %.

Plusieurs secteurs clés soutiennent cette dynamique. Le tourisme demeure un pilier

essentiel de l’économie espagnole, stimulant l’activité des services, dont la production a progressé de 0,8 % sur le trimestre. La construction affiche également une contribution notable, avec une hausse de 2,1 % de sa production, portée par la reprise de l’immobilier et des projets d’infrastructures. Par ailleurs, la baisse des prix de l’énergie et le reflux progressif de l’inflation ont renforcé le pouvoir d’achat des ménages, favorisant la consommation et soutenant la croissance.

Le Portugal affiche, lui aussi, une croissance trimestrielle de 0,8 % au quatrième trimestre 2025, identique à celle des trois mois précédents et largement supérieure aux attentes du marché, qui misaient sur 0,5 %. Sur l’ensemble de l’année, l’économie portugaise a progressé de 1,9 %, un rythme légèrement inférieur aux 2,1 % enregistrés en 2024, mais toujours bien au-dessus de la moyenne de la zone euro.

Toutefois, la structure de la croissance portugaise diffère sensiblement de celle de l’Espagne. Lisbonne a davantage bénéficié de l’amélioration de sa balance commerciale. La forte baisse des importations, notamment de produits pétroliers, a compensé la relative faiblesse de la demande

intérieure et apporté un soutien déterminant à l’activité économique. Cette évolution reflète à la fois la réduction de la facture énergétique et les efforts de diversification économique entrepris ces dernières années.

Malgré ces performances ibériques, la croissance demeure inégale au sein de la zone euro. Le bloc monétaire a enregistré une progression de 0,3 % au quatrième trimestre, un chiffre identique à celui du trimestre précédent et légèrement supérieur aux attentes, fixées à 0,2 %. Parmi les pays ayant déjà publié leurs données, la Lituanie se distingue avec une croissance trimestrielle de 1,7 %, devant l’Espagne et le Portugal. Ces écarts illustrent les défis persistants de la zone euro, confrontée à des trajectoires économiques divergentes. Si l’Espagne et le Portugal profitent d’une combinaison favorable de demande intérieure, de secteurs dynamiques et d’un environnement inflationniste plus clément, d’autres économies peinent encore à retrouver un rythme de croissance soutenu. Une réalité qui pose la question de la convergence économique au sein de l’union monétaire et des leviers à activer pour réduire ces déséquilibres.

CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT EN MINÉRAUX CRITIQUES

Le Japon et le Royaume-Uni s’accordent

La Première ministre japonaise, Sanae Takaichi, et son homologue britannique, Keir Starmer, se sont accordés samedi sur « l’urgence pour leurs pays et leurs partenaires partageant les mêmes valeurs de coopérer » dans les chaînes d’approvisionnement en minéraux critiques, lors

d’une rencontre à Tokyo. Les deux dirigeants ont également réaffirmé leur volonté de renforcer leur coopération en matière de cybersécurité et dans le domaine de l’espace, selon l’agence de presse Kyodo.

Starmer se trouve au Japon après une visite de quatre jours en

Chine, au cours de laquelle il a rencontré le président Xi Jinping et le Premier ministre Li Qiang. Les liens économiques entre le Royaume-Uni et le Japon demeurent solides, le commerce bilatéral total atteignant 33,2 milliards de livres sterling (environ 42,2 milliards de dollars) au cours de l’an-

née se terminant au deuxième trimestre 2025, selon les données du ministère britannique du Commerce et des Affaires. Le Japon et le Royaume-Uni, deux monarchies constitutionnelles, entretiennent des relations diplomatiques depuis 1858.

R.I.

ULTRA-SENSIBLE AUX DROITS DE DOUANE DE TRUMP

Le Mexique enregistre en 2025 sa pire performance économique

La croissance n’a été que de 0,7% l’an dernier au Mexique, plombée par les tarifs douaniers américains. Les États-Unis représentent 80% des exportations du pays.

Le Mexique a signé en 2025 sa pire performance économique depuis le plongeon provoqué en 2020 par la pandémie de Covid-19, pénalisé par les tensions commerciales persistantes avec les États-Unis, principal débouché de ses exportations. L’activité de la deuxième économie d’Amérique latine derrière celle du Brésil a progressé de 0,7% seulement l’an dernier, selon des chiffres officiels publiés vendredi. Il s’agit de la plus faible croissance du Mexique depuis la pandémie de

2020, quand son PIB avait reculé de 8,5%, selon les données de l’Institut national des statistiques (Inegi). En 2024, le Mexique avait enregistré une croissance de 1,2%.

80% de ses exportations vont vers les États-Unis

La faible croissance de 2025 coïncide avec le retour à la Maison Blanche de Donald Trump, qui a mené une offensive protectionniste mondiale en imposant des droits de douane supplémentaires à de nombreux pays. Le Mexique, qui expédie vers les États-Unis plus de 80% de ses exportations, se montre particulièrement vulnérable à la politique commerciale amé-

ricaine, qui a créé beaucoup d’incertitudes pour les entreprises et le climat des affaires en général.

"L’administration Trump continue de représenter un risque pour les exportations mexicaines et la croissance économique", souligne Gabriela Siller, analyste du groupe financier BASE, dans un rapport publié vendredi.

L’agriculture et les services sauvent la croissance

La croissance de 2025 s’est toutefois avérée supérieure aux prévisions des analystes du secteur privé, qui tablaient sur une expansion de seulement 0,4%, selon la dernière enquête de la

Banque centrale du Mexique. Au quatrième trimestre, le PIB mexicain a progressé de 1,6% par rapport au même trimestre de l’année précédente, d’après les données de l’Inegi.

La croissance entre octobre et décembre a été tirée par les activités primaires, notamment la pêche, l’agriculture et l’élevage, qui ont connu une hausse de 6% en glissement annuel.

Parallèlement, le vaste secteur des services a progressé de 2% par rapport au même trimestre de 2024, tandis que l’industrie et les activités manufacturières, fortement tournées vers les exportations à destination des États-Unis, n’ont progressé que de 0,3%, indique l’Inegi.

R. I.

POUR RENFORCER L’INNOVATION ET LES INDUSTRIES DE POINTE

Le gouvernement du Canada investit plus de 15 millions de dollars

La région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH) est un moteur essentiel de l’économie canadienne, abritant des milliers d’entreprises qui produisent des biens essentiels, créent des emplois de grande qualité et stimulent l’innovation. Le gouvernement du Canada s’engage à soutenir ces fabricants et innovateurs locaux alors qu’ils adoptent des technologies de pointe, renforcent leurs capacités de production et offrent des solutions plus intelligentes et plus durables.

Aujourd’hui, l’honorable Evan Solomon, ministre de l’Intelligence artificielle et de l’Innovation numérique et ministre responsable de l’Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l’Ontario (FedDev Ontario), a visité Celplast Metallized Products Limited. Pendant sa visite, il a annoncé un investissement remboursable combiné de plus de 15 millions de dollars pour huit entreprises de la région du Grand Toronto et de Hamilton : A.B.M. Tool & Die Company Ltd., Celplast Metallized Products Limited, GH Power Inc., Hitachi Rail, Imagoh Foods Ltd., Paradigm Shift Technologies, Redstone Food Group, et Quantum Bridge Technologies. Le ministre était accompagné de Maggie Chi, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé et députée de Don Valley-Nord.

Celplast reçoit plus de 1,6 million de dollars pour intensifier ses activités afin de répondre à la demande grâce à l’adoption d’équipements de fabrication de pointe. Cet investissement renforcera les capacités de fabrication nationales de l’entreprise de revêtements métalliques et de films transparents à haute barrière, ce qui lui permettra de rester compétitive et de répondre aux besoins en constante évolution de l’industrie.

Grâce à ce soutien, ces entreprises renforceront leur compétitivité et les chaînes d’approvisionnement locales. Vous trouverez plus de détails sur les projets bénéficiant d’un soutien dans le document d’information.

Le gouvernement du Canada reste déterminé à aider les entreprises locales à se développer alors qu’elles augmentent leur productivité, créent des emplois de qualité et permettent au Canada de demeurer compétitif dans un marché mondial en constante évolution.

Agence

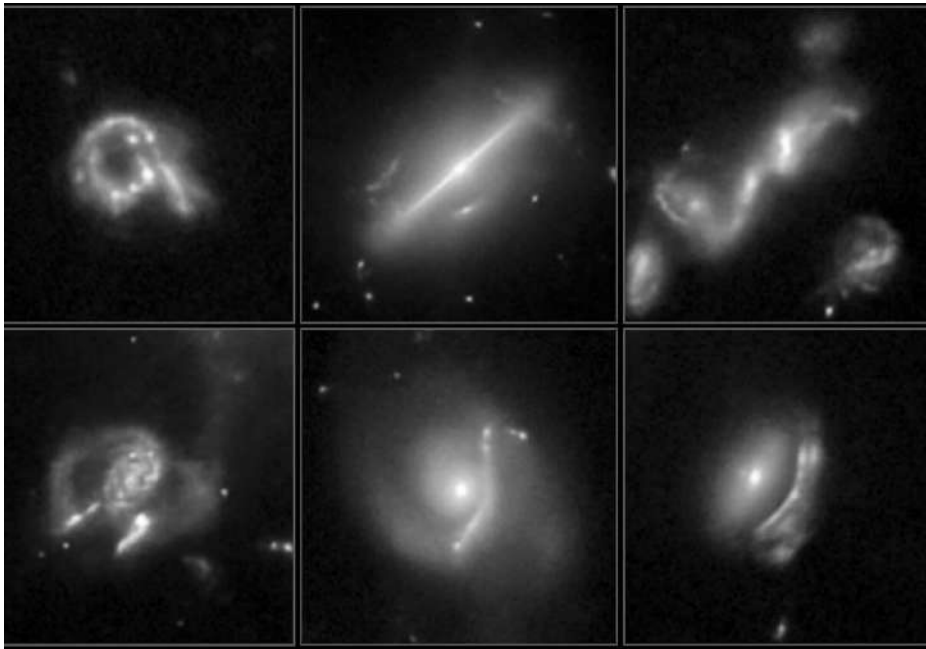
Une IA fouille dans les archives de Hubble et découvre 1400 anomalies cosmiques jamais observées

Grâce à l'IA et un réseau neuronal développé par deux astronomes de l'ESA, plus de 1 400 anomalies cosmiques ont été identifiées dans les archives du télescope spatial Hubble, dont plus de 800 n'avaient jamais été documentées. L'analyse a duré seulement deux jours et demi pour près de 100 millions d'images.

David O'Ryan et Pablo Gómez ont analysé les archives du télescope Hubble, qui couvrent 35 ans d'observations, pour repérer des objets astronomiques rares. Leur réseau neuronal, AnomalyWatch, a extrait les anomalies que les astronomes humains ont ensuite examinées. Parmi plus de 1 300 anomalies confirmées, les chercheurs ont identifié des galaxies en interaction, des lentilles gravitationnelles et des disques protoplanétaires, mais aussi plusieurs dizaines d'objets encore sans classification. Dans ce cas, on voit combien la combinaison de l'intelligence artificielle et de vérification experte accélère la détection d'objets rares dans un corpus immense.

Premières anomalies détectées dans Hubble

Les chercheurs ont ciblé des images couvrant l'ensemble de la mission Hubble. Chaque image analysée par AnomalyWatch a fait l'objet d'un contrôle humain pour confirmer les anomalies. Les galaxies en fusion ou en interaction ont présenté des formes inhabituelles et laissé derrière elles des traînées d'étoiles



et de gaz. Les lentilles gravitationnelles ont mis en évidence la déformation de la lumière par des masses galactiques, tandis que des disques protoplanétaires ont pris l'apparence de hamburgers ou de papillons selon leur orientation. Une poignée d'objets échappait à toute catégorie connue, et a donc attiré l'atten-

tion des astronomes sur des phénomènes cosmiques encore peu documentés.

L'IA au service des astronomes

AnomalyWatch a traité près de 100 millions d'images en seulement deux jours

et demi. Les astronomes ont fourni les critères d'entraînement et validé les résultats pour s'assurer que chaque anomalie détectée correspondait à un phénomène réel.

Les chercheurs notent que, bien que certains objets aient déjà été observés, l'identification de centaines de nouveaux objets souligne la richesse des archives de Hubble et le potentiel scientifique encore inexploité.

Les découvertes confirment que le recours à des outils de traitement algorithmique, combiné à l'expertise humaine, transforme la manière dont les astronomes explorent de vastes ensembles de données.

Les travaux de l'ESA préparent également le terrain pour les prochains grands relevés astronomiques. Le télescope Euclid, en service depuis 2023, a commencé son inventaire de milliards de galaxies. L'observatoire Vera C. Rubin entamera son relevé décennal et recueillera plus de 50 pétaoctets d'images. Le télescope spatial Nancy Grace Roman, prévu pour mai 2027, devrait compléter ces archives.

Un programme à l'image de l'univers à explorer : vaste.

AVEC PROJECT GENIE Google crée des mondes 3D interactifs

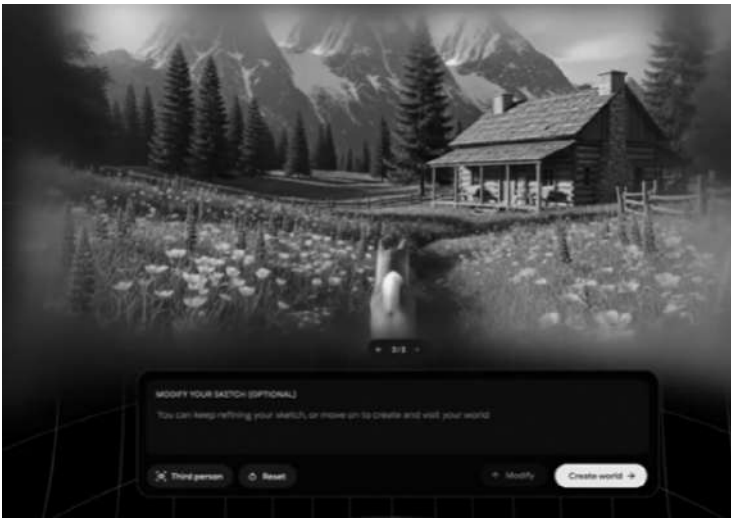
Google a présenté Project Genie, un service de création d'environnements 3D dynamiques à partir de prompts permettant de simuler une infinité de mondes interactifs. Basé notamment sur Genie 3 présenté l'été dernier, ce service n'est pour l'instant accessible qu'aux Etats-Unis pour les abonnés AI Ultra.

L'équipe Deepmind de Google a dévoilé Project Genie, une application web, reposant sur les modèles Gemini, Genie 3 et Nano Banana Pro, qui donne la capacité aux utilisateurs de créer des environnements 3D dynamiques et interactifs. « Genie 3 génère le chemin à suivre en temps réel pendant que vous vous déplacez et interagissez avec le monde », explique le fournisseur. « Il simule la physique et les interactions pour des mondes dynamiques, tandis que sa cohérence permet la simulation de n'importe quel scénario réel, de la

robotique et la modélisation d'animations et de fictions à l'exploration de lieux et de décors historiques. » Pour l'instant l'initiative est réservée aux abonnés AI Ultra aux États-Unis mais doit être lancée dans d'autres pays prochainement.

Google met en avant trois fonctionnalités principales du projet:

- Création du monde. Via des prompts et des images générées ou insérées, l'utilisateur crée un environnement vivant en constante évolution. « Créez votre personnage, votre monde, et définissez comment vous souhaitez l'explorer : à pied, à cheval, en volant, en conduisant, ou de toute autre manière », indique l'éditeur ;
- Exploration du monde. Le monde créé peut être exploré en temps réel : au fur et à mesure le chemin à suivre est généré en temps réel en fonc-



tion des actions de l'utilisateur et l'angle de caméra peut être ajusté dynamiquement ;

- Remixage de monde. Google indique qu'il est possible de télécharger des vidéos des mondes créés et

de les réutiliser pour en créer d'autres.

A ce stade, Genie se présente comme un prototype de recherche expérimental et, s'il semble ludique au premier abord, trouver un véritable intérêt à la création de ces mondes reste encore à démontrer. « Comme pour tous nos travaux sur les systèmes IA, notre mission consiste à développer l'IA de manière responsable afin qu'elle profite à l'humanité », indique modestement Google. Et d'admettre : « Les mondes générés peuvent ne pas sembler tout à fait réalistes ou ne pas toujours correspondre exactement aux instructions ou aux images, ni à la physique du monde réel ; les personnages peuvent parfois être moins contrôlables ou présenter une latence plus importante dans leur contrôle ; la durée des générations est limitée à 60 secondes. »

L'accusation à 3 milliards qui menace l'avenir d'un géant de l'IA

Universal Music Group, Concord Music Group et ABKCO Music ont assigné Anthropic devant le tribunal fédéral du nord de la Californie pour 3 milliards de dollars. Ils reprochent à l'éditeur de Claude d'avoir utilisé plus de 20 000 chansons protégées pour entraîner ses modèles. Le dépôt de plainte des éditeurs date du 28 janvier. Selon eux, l'éditeur de Claude a récupéré des chansons, des partitions et des paroles sur des sources non autorisées et les a intégrées dans ses jeux de données. Les plaignants estiment que ces actions constituent un « piratage flagrant » et réclament des dommages et intérêts. D'autant que le nombre d'œuvres en cause a fortement aug-

menté depuis une première plainte qui mentionnait seulement 500 titres. Dario Amodè et Benjamin Mann apparaissent dans la plainte. Les documents montrent que les deux fondateurs d'Anthropic ont directement orchestré la collecte et l'usage des œuvres protégées. L'éditeur n'a pas commenté au moment du dépôt. Les avocats des éditeurs avaient déjà représenté des auteurs dans l'affaire Bartz contre Anthropic, dans laquelle l'entreprise utilisait des livres protégés. Le procès avait été évité de justesse grâce à un accord à l'amiable négocié à 1,5 milliard de dollars, soit environ 3 000 dollars par œuvre. Le juge William Alsup avait toutefois estimé que l'acquisition de contenu piraté

restait illégale, même si certains usages pouvaient relever de l'exception de citation. Mais dans cette nouvelle plainte, les éditeurs montrent que les téléchargements de 20 000 chansons ne constituent pas un incident isolé. Chaque chanson, chaque partition et chaque parole a été collectée pour alimenter les modèles commerciaux d'Anthropic sans verser de rémunération aux auteurs. Des archives pirates de plusieurs centaines de téraoctets ont fourni les fichiers utilisés pour entraîner Claude. Les documents déposés précisent comment les œuvres ont été organisées et intégrées. Les plaignants pointent la supervision des dirigeants et prouvent que cette opération n'a

plus rien d'une simple collecte automatisée.

Une affaire qui pourrait transformer le droit d'usage des contenus

La loi américaine prévoit des indemnités importantes par œuvre contrefaite. Avec 20 000 titres concernés, les éditeurs réclament 3 milliards de dollars. Les documents précisent également que les dirigeants ont tiré un avantage commercial direct de l'usage des chansons. Mais les éditeurs souhaitent aller plus loin et mettent l'accent sur l'aspect juridique de l'affaire. Une décision favorable pourrait créer un précédent pour tout le secteur technologique, en clarifiant comment les en-

treprises peuvent utiliser des œuvres protégées pour entraîner leurs modèles. On entrevoit alors la perspective d'une « adoption plus large de jeux de données sous licence », ce qui sécuriserait les revenus des éditeurs et valoriserait leurs catalogues. Chaque étape de l'affaire renforce leur position dans la négociation des licences et dans la protection des droits d'auteur. Charge maintenant au tribunal d'examiner si Anthropic a violé le droit d'auteur de manière répétée et si les cofondateurs ont participé à la collecte et à l'utilisation des œuvres protégées. Les audiences n'ont pas commencé et l'entreprise reste silencieuse.

Le chinois Xiaomi vend déjà des voitures électriques en Europe sans y être officiellement présent

Sur le papier, Xiaomi n'arrivera en Europe qu'en 2027. Dans les faits, ses voitures électriques roulent déjà sur les routes européennes. Pas via un réseau de concessionnaires ni une filiale officielle, mais par une voie plus discrète et alternative : l'importation directe depuis la Chine. En 2025, la marque chinoise a trusté la première place dans des pays clés comme l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie et douze autres nations de l'UE,

Selon un bilan publié par China EV Marketplace, Xiaomi a été, en 2025, la marque de véhicules électriques chinois la plus importée directement vers l'Europe via sa plateforme, devant des constructeurs pourtant bien installés sur leur marché. L'information, révélée par Car News China, dessine une carte inattendue de l'électrique européen, où la demande précède parfois l'arrivée officielle des marques.

Une plateforme devenue porte d'entrée vers l'électrique chinois

China EV Marketplace se présente comme la plus grande plateforme mondiale de vente en ligne de véhicules électriques chinois à l'export. Depuis 2022, elle a totalement abandonné les modèles thermiques pour se concentrer exclusivement sur les "New Energy Vehicles" autrement dit, les voitures 100% électriques et les hybrides rechargeables que ce soient sur les utilitaires, bus, et même véhicules spécialisés.

Le tournant d'importance est intervenu à l'été 2025, avec le lancement d'un service de livraison "porte à porte" vers l'Union européenne.

Désormais, l'acheteur européen commande son véhicule en ligne, tandis que la plateforme se charge du transport, du dédouanement et des documents nécessaires à l'immatriculation, notamment via



l'homologation IVA européenne (article 45). Une simplification d'importance qui a changé beaucoup de chose puisque jusque-là, l'importation directe impliquait de gérer soi-même les formalités et la récupération du véhicule au port. Le résultat ne pas fait attendre avec les ventes mondiales de la plateforme qui ont bondi de 224 % en un an, passant de 3 400 véhicules livrés en 2024 à 11 000 en 2025.

Xiaomi en tête, malgré l'absence officielle et les droits de douane

C'est dans ce contexte que Xiaomi s'impose comme la marque la plus demandée sur la plateforme en Europe. Elle arrive en

tête des importations directes dans les principaux marchés de l'UE : Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Italie, ainsi que dans douze autres pays européens. Aucune donnée précise par pays n'est publiée, mais la domination de Xiaomi est clairement établie dans le classement annuel. Un détail vaut le coup d'être souligné selon nous : 10 % des Xiaomi importées sont des versions Ultra, des déclinaisons très performantes qui ne représentent que 2,5 % des ventes de la marque en Chine, selon China EV DataTracker. Autrement dit, l'Europe importe surtout le haut de gamme, là où le marché chinois écoule majoritairement des versions plus standard.

Ce contraste est d'autant plus frappant que Xiaomi a vendu plus de 400 000 voitures électriques en Chine en 2025, tout en maintenant officiellement une entrée sur le marché européen repoussée à 2027. Quoiqu'il en soit ces données sont surprenantes puisque non seulement la marque n'est pas censée être présente sur le territoire européen mais en plus, même en passant par la plateforme, elle n'est pas exemptée de droit de douane de 35%. Un chiffre élevé qui vient forcément s'ajouter au prix d'importation, déjà grévé de 10%. La plateforme anticipe toutefois un changement. Bruxelles envisage de remplacer ces droits de douane par un mécanisme de prix minimum.

Après-vente et stocks européens

Consciente des limites du modèle actuel, China EV Marketplace prépare la suite. Son directeur des opérations, Jakub Gersl, annonce l'ouverture d'un réseau de service après-vente en Europe dès le premier trimestre 2026, ainsi qu'un programme pilote de véhicules en stock, afin de réduire les délais et les incertitudes pour les clients européens. L'objectif est de doubler les ventes à l'export en 2026, en misant à la fois sur une évolution de la politique douanière européenne et sur l'entrée dans de nouveaux marchés, notamment le Canada.

DES ÉCRANS PARTOUT MAIS DE L'ATTENTION NULLE PART La voiture moderne détourne trop le regard du conducteur

À force de vouloir tout faire entrer dans des écrans toujours plus grands, l'automobile a peut-être perdu de vue l'essentiel. Une étude récente de l'ADAC met en lumière une dégradation continue de l'ergonomie des voitures modernes, au point de transformer la manipulation de fonctions basiques en source de distraction. Un constat suffisamment préoccupant pour pousser les autorités de sécurité européennes à réagir. Plus de technologie, moins d'intuitivité. C'est le paradoxe que souligne l'analyse publiée par l'ADAC, basée sur sept années d'essais automobiles. Et derrière ce glissement progressif vers le tout-écran, c'est une question de sécurité routière qui refait surface.

Une ergonomie en net recul, chiffres à l'appui

Depuis plusieurs années, l'ADAC intègre la facilité d'utilisation dans ses protocoles d'essais. Les résultats sont assez notables. En 2019, la note moyenne attribuée à l'ergonomie des véhicules testés s'établissait à 2,3. Aucun modèle ne descendait alors sous 3,2. Six ans plus tard, en 2025, la moyenne chute à 2,7, et certains véhicules écoupent d'un 4,0, synonyme d'échec pur et simple. Pour le club automobile allemand,



cette dégradation n'a rien de fortuite. Elle coïncide avec la généralisation de concepts de commande presque exclusivement logiciels. Les boutons physiques disparaissent, remplacés par des écrans tactiles où les fonctions se nichent dans des menus de plus en plus profonds. Résultat : des temps de manipulation plus longs, des regards plus fréquents quittant la route, et une charge cognitive accrue pour le conducteur. D'ailleurs, cette constatation n'est pas propre à l'ADAC. A longueur d'essai nous pointons du doigt l'improbabilité ergonomique de certaines fonctions ou l'accessibilité désastreuses de certaines autres : il faut parfois pas loin d'une dizaine de clics pour accéder à

une fonction. L'ADAC de son côté avait déjà tiré la sonnette d'alarme dès 2022, lors de tests menés avec des conducteurs. Les modèles récents n'ont pas corrigé le tir, bien au contraire. Petites zones tactiles, reflets sur les écrans, lenteur des interfaces ou modifications soudaines après des mises à jour « over the air » allongent encore le temps passé à chercher une fonction aussi simple que le désembuage du pare-brise.

Quand l'écran remplace tout, même l'essentiel

Ce glissement vers le tout numérique pose franchement question. Dans certains modèles, même

des réglages élémentaires comme les rétroviseurs, la hauteur du volant ou l'orientation des buses de ventilation ne disposent plus de commandes physiques. Sur des véhicules comme la Volkswagen ID.7, les modèles Tesla et beaucoup de voitures chinoises, l'orientation de l'air passe exclusivement par l'écran central. La situation finalement devient presque ironique : l'usage du smartphone au volant est interdit, mais manipuler une tablette de plusieurs dizaines de centimètres intégrée au tableau de bord reste parfaitement légal. Pour l'ADAC, le problème n'est pas la technologie en elle-même, mais l'absence de retour tactile et de repères permettant une utilisation « à l'aveugle », sans détourner l'attention de la circulation.

Là encore nous passons notre temps à souligner cet écueil et cette critique dépasse d'ailleurs le cercle des journalistes et associations. Le nouveau chef du design Audi, Massimo Frascella, résumait récemment le malaise dans les colonnes de Top Gear : « Les grands écrans ne sont pas la meilleure expérience. C'est de la technologie pour la technologie. » Un message qui vise à mettre en exergue la façon dont la technologie est amenée dans le concept Audi C, qui conserve un écran

central de 10,4 pouces, plus discret et surtout escamotable pour renouer avec une approche plus mesurée. Dans le nouveau Concept Audi C, non seulement l'écran est escamotable mais en plus les touches physiques sont particulièrement pratiques. Un retour aux sources ?

Euro NCAP va durcir le ton

À partir de cette année 2026, le protocole d'évaluation de l'Euro NCAP intègre explicitement la question de l'ergonomie. Pour obtenir la note maximale dans la catégorie General Vehicle Controls, certaines fonctions devront impérativement disposer de commandes physiques avec retour haptique. Sont concernées les fonctions jugées critiques : clignotants, feux de détresse, klaxon, essuie-glaces et système d'appel d'urgence eCall. Les solutions purement tactiles pour ces commandes seront pénalisées, tout comme les surfaces tactiles mal différenciées sur les volants. Le système devra également détecter une distraction prolongée du conducteur – une absence de regard de trois à quatre secondes – et déclencher une alerte. Pour le reste, les fonctions secondaires ne devront pas nécessiter plus d'un ou deux niveaux de menus

Mots fléchés

Diplomati- quement		Météore		Orna de perles		Première page		Entractes		Chances		Agiles	
Affligeante		Abri douillet		Petits meubles de salon		Violoniste néerlandais				Style		Possessif	
Matériel de couchage								Ancienne mesure					
Garde-corps								Arbuste					
							Chariots						
							Millilitre						
Fils de Zeus		Inventeur français (échelle de température)								Levant			
		Obscurités								Une mer			
					Sot	Arbuste						Ôtent	
Lequel				Champion			Austral				Indique la spécialité		
Pièce d'un vélo				Retira							Affluent du Rhin		
						Joins		Fleuve d'Albanie				Périodes longues	
Écimé						Excité							
Célèbre dépêche						Anneaux de cordage							
			Pillée		Article espagnol			Assai- sonner					
								Arme rudimen- taire					
Désir		Avides		Mélodie					Hurler		Cale		
				Décret									
					Aides								
					Raire								
Déformer													
Fleuve russe							Cuisinier				Lycée techno- logique (initiales)		Agaçant
	Poissons plats							Dévotion					
	Déchiffrer						Parti politique français (initiales)	Frère de Fifi					
												Île française	
						Supplée							
Glace anglaise				Rocher dangereux						Champ			
Fondée				Lavabo						Meurtris			
					Adverbe de lieu	Charge- ment					Fin d'infinif		
						Direction					Marque la négation		
Existes			Tire-fond										
Aluminium			Virus de l'hépatite				La Perse					Camion- nette	
	Note de musique	Débauches						Augmenta					
								Pronom personnel					
		Comment !					Colère ancienne				On le souhaite		
Souverain					Terre				Demeurent				

4 terroristes abattus à Ain Defla

Quatre (4) terroristes ont été abattus lors d'une opération de recherche et de ratissage, menée dimanche par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la zone de Djbel Amrouna à Ain Defla, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de recherche et de ratissage dans la zone de Djbel Amrouna dans le secteur militaire d'Ain Defla en 1ère Région militaire, des détachements de l'ANP ont abattu, aujourd'hui 1 février 2026, quatre (4) terroristes et récupéré 4 pistolets-mitrailleurs de type Kalachnikov et une quantité de munitions", précise la même source. "Cette opération, qui est toujours en cours, confirme la vigilance et la détermination des Forces de l'ANP à traquer les résidus de ces criminels jusqu'à leur éradication", souligne le communiqué.



JOURNÉE MONDIALE
DES ZONES HUMIDES

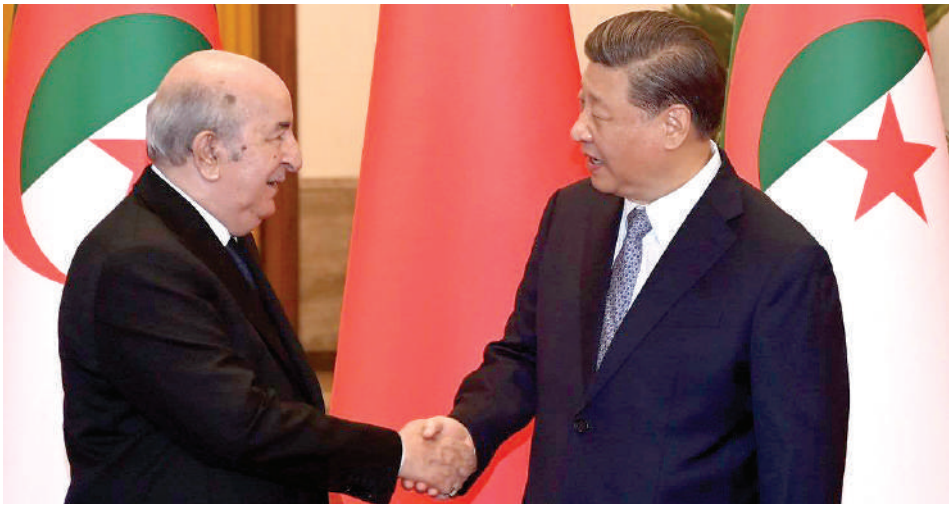
Sortie pédagogique au profit des élèves à Illizi

Une sortie pédagogique a été organisée au niveau du lac Semak-Semak (70 km Nord d'Illizi), au profit des meilleurs élèves de la wilaya, à l'initiative de la Conservation des forêts, a-t-on appris dimanche de cette institution. Inscrite dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des zones humides, cette sortie a permis aux élèves de découvrir ce lac d'une riche biodiversité, un lieu propice pour l'observation des oiseaux migrateurs, et ce, en vue de les sensibiliser à la préservation des zones humides. Encadrée par des cadres de la Conservation des forêts, en présence aussi de représentants des secteurs de la Santé et de la Protection civile, cette sortie pédagogique a permis également d'éveiller la conscience des élèves sur la protection de l'écosystème, à travers l'organisation de jeux récréatifs et éducatifs pour promouvoir les activités de sensibilisation et ancrer la culture environnementale chez les jeunes générations. Cette sortie a été une occasion pour les élèves de profiter du plein air et des paysages naturels afin de se revigorer pour la poursuite de leur saison scolaire.

SUCCÈS D'ALSAT-3

Xi Jinping félicite le Président Tebboune

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, un message de félicitations de la part du président de la République populaire de Chine, M. Xi Jinping, suite au lancement réussi du satellite Alsat-3. "Excellence, Monsieur le président Abdelmadjid Tebboune, président de la République algérienne démocratique et populaire, Il m'est agréable de vous adresser, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple algériens, au nom du Gouvernement et du peuple chinois, mes plus chaleureuses félicitations et mes meilleurs vœux, suite au lancement réussi du satellite Alsat-3", lit-on dans le message. "Le projet de satellite Alsat-3, symbole d'une nouvelle coopération réussie entre les parties chinoise et algérienne dans le domaine spatial, après le projet de satellite Alsat-1, marque une étape importante dans les relations stratégiques globales entre les deux pays", a dit le Président Xi Jinping, soulignant que "la partie chinoise est disposée à œuvrer avec la partie algérienne à l'approfondissement de la coopération dans le domaine spatial et à consentir des efforts conjoints pour promouvoir le niveau des sciences et des technologies, en vue d'impulser le



développement socioéconomique des deux pays". "L'Algérie est un partenaire stratégique important pour la Chine" et les deux pays sont "liés par une amitié historique profonde", a-t-il ajouté. "Ces dernières années, les relations sino-algériennes se sont constamment développées, sous notre direction commune, avec un renforcement continu de la confiance mutuelle entre les deux pays en matière politique et des résultats fructueux en matière de coopération

concrète", a poursuivi le président chinois. "J'attache une immense importance au développement des relations sino-algériennes et je suis disposé à travailler avec vous pour continuer à donner plus de substance aux relations de partenariat stratégique global entre la Chine et l'Algérie, au mieux des intérêts des deux peuples", a-t-il soutenu. "Tout en vous souhaitant la bienvenue au deuxième Sommet sino-arabe en Chine, je vous adresse mes vœux de santé et de succès", a-t-il conclu son message.

PÉTROLE

L'Opep+ maintient sa production inchangée

Par Z R/Agence

Huit membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (Opep+) ont décidé, hier, de maintenir leur production de pétrole inchangée pour le mois de mars, malgré la hausse des prix du brut en raison des craintes d'une intervention militaire américaine en Iran. Le Brent a clôturé vendredi à près de 70 dollars le baril, après avoir atteint la veille un plus haut de six mois à 71,89 dollars, malgré les spéculations selon lesquelles une sur-

abondance de l'offre en 2026 ferait baisser les prix. Les huit membres de l'Opep+ présents à la réunion de dimanche – l'Arabie saoudite, la Russie, les Émirats arabes unis, le Kazakhstan, le Koweït, l'Irak, l'Algérie et Oman – ont augmenté leurs quotas de production d'environ 2,9 millions de barils entre avril et décembre 2025, soit environ 3 % de la demande mondiale. En novembre, ils avaient déjà décidé de geler les augmentations supplémentaires prévues de janvier à mars 2026, en raison d'une consommation saison-

nière plus faible. Le maintien des niveaux de production durant le premier trimestre de l'année est en parfaite adéquation avec les conditions actuelles du marché et reflète l'esprit de responsabilité et de crédibilité dont font preuve les pays de l'Opep+, a indiqué le ministère des Hydrocarbures et des Mines dans un communiqué, à la suite de la participation de l'Algérie aux réunions ministérielles consacrées au suivi de la mise en œuvre des mécanismes d'évaluation et de suivi des décisions des pays signataires de

la Déclaration de coopération (Opep+). Dans un contexte marqué par des facteurs saisonniers, cette approche prudente et anticipative contribue à préserver les équilibres du marché, au bénéfice des producteurs comme des consommateurs. Par la suite, l'Algérie a participé aux travaux de la soixante-quatrième réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC). Les représentants des pays membres du comité, à savoir l'Algérie, le Royaume d'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, le

Nigeria, le Venezuela, ainsi que le Kazakhstan et la Russie, ont évalué le niveau de conformité des pays de l'Opep+ à leurs engagements relatifs aux réductions volontaires de la production au titre des mois de novembre et décembre 2025. À l'issue de cette évaluation, le comité a salué les efforts continus déployés par les pays participants, tout en soulignant que le respect strict et durable des décisions collectives demeure un facteur déterminant pour la stabilité du marché pétrolier mondial.

CONSTANTINE

L'Université Salah Boubnider se dote du premier Centre national de braille

L'Université Salah Boubnider (Constantine 3) a été dotée du premier Centre national de braille destiné aux étudiants non-voyants et malvoyants, dans le cadre de la transition vers l'université inclusive de cinquième génération, a-t-on appris dimanche auprès du recteur de l'université, M. Chaâbane Baïtiche. Le même responsable a souligné que ce Centre "constitue une étape qualitative majeure visant à promouvoir l'inclusion universitaire au profit des étudiants non-voyants, traduisant la vision de l'université fondée sur l'ouverture à l'ensemble des composantes de la société et la consécration du principe

d'égalité des chances au sein du milieu universitaire". De son côté, la vice-rectrice chargée du développement et de la prospective, Mme Imen Ben Djemila, a affirmé que le Centre de braille "représente un modèle pilote appelé à être généralisé à l'avenir", précisant que l'établissement est passé du modèle de l'université de quatrième génération à celui de la cinquième génération, fondé sur une université inclusive, ouverte et intégratrice, notamment en faveur des personnes à besoins spécifiques. Elle a ajouté que cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une vaste opération d'investissement portant sur l'aménage-

ment de l'ensemble des accès et sorties de l'université, au niveau de ses facultés et instituts, avec la programmation de l'adaptation des accès extérieurs et intérieurs aux besoins des personnes à mobilité réduite, à travers la mise en place de rampes et de cheminements spécifiques. Le Centre de braille est doté d'une plateforme numérique intelligente reposant sur les technologies de l'intelligence artificielle (IA), dédiée à la numérisation des documents et à leur conversion en format audio, ainsi que d'un système d'enregistrement sonore offrant aux étudiants un espace de travail intelligent. Des bornes de

connexion fonctionnant par technologie Bluetooth y ont également été installées, permettant aux étudiants malvoyants d'accéder à une autonomie accrue dans leur parcours académique et dans l'utilisation des différents services pédagogiques de l'université. Par ailleurs, des équipements d'accompagnement ont été intégrés, notamment l'aménagement des ascenseurs et l'adoption de dispositifs sonores d'assistance, garantissant un environnement universitaire inclusif permettant aux personnes à besoins spécifiques de bénéficier pleinement des espaces et des services universitaires.